

EMPLOI
Trucs et conseils pour votre recherche d'emploi sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/emploi

FINANCES PERSONNELLES
Notre section consacrée aux finances personnelles sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/perso

OPINIONS
Les chroniques de Sophie Cousineau, Michel Girard et Claude Picher sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/opinions

LA PRESSE AFFAIRES

PRIX DE L'OR
LA BARRE DES 1300 \$US EST FRANCHIE
PAGE 13

LES SPÉCULATEURS SALIVENT
HAUSSE DU PRIX DU MAÏS, DU SUCRE ET DU COTON
PAGES 6 ET 7



↑ S&P TSX 12 204,86 +103,07 (+0,85%)	↑ S&P 500 1148,67 +23,84 (+2,12%)	↑ DOW JONES 10 860,26 +197,84 (+1,86%)	↑ PÉTROLE 76,49 \$US +1,31 \$US (+1,74%)	↑ DOLLAR 97,50 ¢US +0,79 ¢US
---	--	---	---	---

LIBRE-ÉCHANGE CANADA-EUROPE

Un traité qui ira plus loin que l'ALENA

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — La portée du traité de libre-échange que sont en train de négocier le Canada et l'Union européenne (UE) est beaucoup plus ambitieuse et plus vaste que l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) liant le Canada, les États-Unis et le Mexique.

Les négociations vont «étonnamment bien», selon le ministre du Commerce international, Peter Van Loan, au point où l'échéancier de 2011 sera respecté. Les émissaires des deux parties doivent d'ailleurs se rencontrer à Ottawa à la mi-octobre pour la cinquième et peut-être dernière ronde de négociations, a confié le ministre dans une entrevue accordée à *La Presse*.

Au terme de cette cinquième ronde, le dossier devrait être remis entre les mains des leaders politiques pour aplanir, s'il le faut, les différends qui n'auraient pu être réglés par les négociateurs.

«Les négociations avec l'Union européenne vont très bien et constituent, et de loin, notre initiative la plus importante en matière de commerce international. Il n'y a personne qui croyait que nous pourrions avancer aussi rapidement dans ce dossier», a dit le ministre Van Loan, rencontré à son bureau de la colline parlementaire.

Contrairement à l'ALENA, l'entente avec l'UE pourrait englober l'accès aux appels d'offres des provinces et des municipalités, la mobilité de la main-d'œuvre, les services financiers, la reconnaissance des titres de compétence, entre autres. Les provinces sont d'ailleurs représentées à la table des négociations, ce qui n'était pas le cas durant les négociations entre le Canada, les États-Unis et le Mexique.

➤ Voir **TRAITÉ** en page 4

SUR LA ROUTE DU FER

L'industrie du fer est en plein boom, propulsée par la demande d'acier des pays émergents. Un boom qui se ressent tout le long de la route du fer, entre la Fosse du Labrador et le fleuve Saint-Laurent. *La Presse Affaires* a suivi le minerai de la mine au bateau, de Fermont à Sept-Îles, pour mieux connaître l'industrie et ses impacts sur la Côte-Nord.

UN DOSSIER D'HUGO FONTAINE
À LIRE AUJOURD'HUI EN PAGES 2, 3 ET LUNDI.

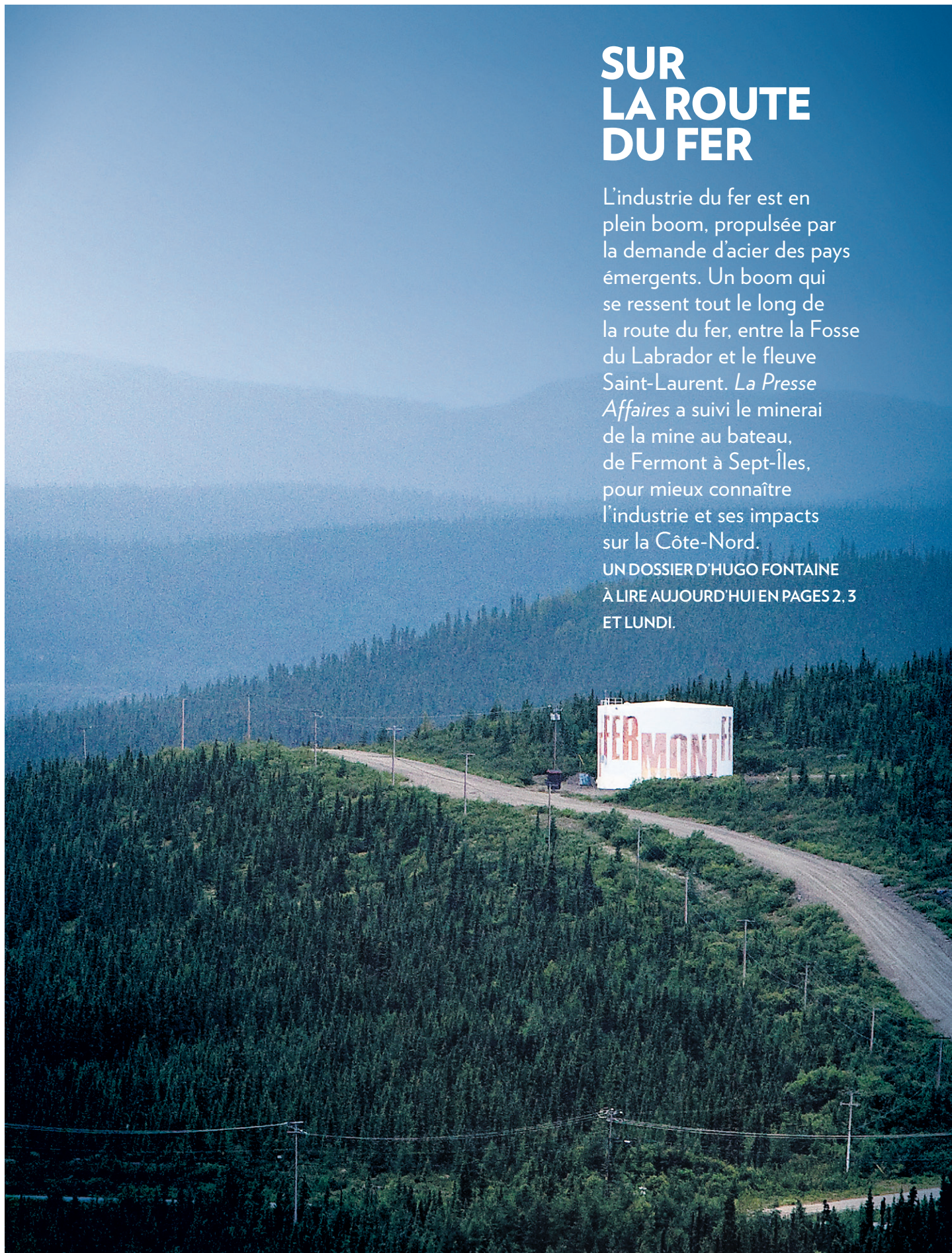


PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Pas de marché pour le PCAA de la Caisse



MICHEL GIRARD
CHRONIQUE

À la suite de l'Accord de Montréal, 25 milliards de dollars de PCAA, dont la moitié est détenue par la Caisse de dépôt et placement du Québec, ont été convertis en BTAA.

Est-ce que le changement de nom du «papier commercial» en «billets à terme» adossés à des actifs a permis d'activer le marché du damné PCAA?

La réponse est non, et ce, en dépit de la notation relativement bonne qu'attribue la firme DBRS sur la plupart desdits billets en circulation.

À l'exception de transactions marginales, pourquoi le marché du PCAA, pardon du BTAA, est-il encore à l'état végétatif depuis sa restructuration de décembre 2008? Parce qu'aucun investisseur institutionnel (caisses de retraite, fonds communs, fonds privés, institutions financières, etc.) ne veut en acheter (s'il n'en détient pas) ou ne veut alourdir sa position. En passant, le moratoire de 18 mois imposé sur le BTAA n'interdisait aucunement les transactions.

Et pourquoi les investisseurs institutionnels n'en veulent pas? Parce que le nouveau BTAA est un produit structuré encore plus complexe et sophistiqué que le PCAA. Je vous rappelle ici qu'une des causes importantes de l'effondrement du PCAA en 2007 était liée à la sophistication de cet instrument financier, une sophistication inconnue. Les gestionnaires de portefeuille, comme ceux de la Caisse, en achetaient massivement alors qu'ils en méconnaissaient la mécanique.

Imaginez la réaction aujourd'hui des gestionnaires de portefeuille institutionnels devant le BTAA, un produit financier structuré encore plus complexe et sophistiqué que le PCAA.

Résultat: pas d'acheteurs institutionnels, donc forcément pas de vendeurs.

Pourquoi la bonne notation de DBRS ne stimule-t-elle pas le marché du BTAA? Parce que les investisseurs institutionnels ont la mémoire longue. Lors de la crise du PCAA et des *sub-primes*, les agences de notation se sont fait reprocher d'avoir surévalué lesdits produits...

Par ailleurs, du côté de la Caisse de dépôt et placement du Québec, on n'est aucunement surpris de cette absence de marché libre pour ses 12,3 milliards de BTAA.

➤ Voir **GIRARD** en page 4

DES AUTELS
Faculty of Management
Faculté de gestion



CET HOMME N'EST PAS UNIQUEMENT UN ENTREPRENEUR.

C'est le Dr Muhammad Yunus, économiste de grande renommée, lauréat du prix Nobel et fondateur de la Banque Grameen (BG).

La BG a redéfini les pratiques bancaires conventionnelles en éliminant la couverture bancaire, créant ainsi un système bancaire fondé sur la confiance réciproque, la responsabilité, la participation et la créativité. Les banques conventionnelles reconnaissent ce qu'une personne possède en biens; Grameen reconnaît le potentiel de chaque individu. À la Faculté de gestion Desautels, nous croyons au potentiel de nos étudiants. C'est ainsi que les entreprises devraient être dirigées.

C'EST UN VISIONNAIRE.

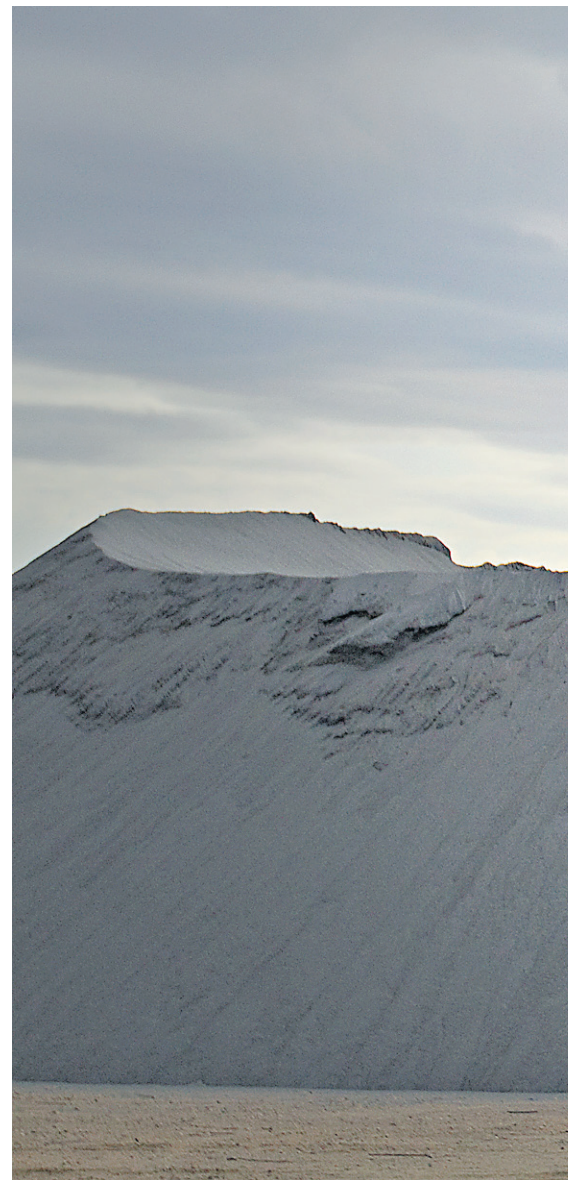
Le fondateur de la Banque Grameen et lauréat du prix Nobel de la paix DR. MUHAMMAD YUNUS sera à Desautels le 1er Octobre 2010.

Pour nous joindre, visitez www.corim.qc.ca/yunus.

www.mcgill.ca/desautels



LA ROUTE DU FER



LE NOUVEL ESSOR D'UNE RÉGION DE FER

IL A FALLU 35 ANS POUR QU'UNE DEUXIÈME MINE, CELLE DE CONSOLIDATED THOMPSON, ENTRE EN ACTIVITÉ PRÈS DE FERMONT. À LA MINE COMME À LA VILLE, LA VIGUEUR DU MARCHÉ DU FER SE RESSENT. VISITE DES LIEUX, POINT DE DÉPART DE LA ROUTE DU FER.



HUGO FONTAINE
FERMONT

Dans le puits de la mine du lac Bloom, si jeune qu'il ne forme pas encore une fosse, une immense pelle mécanique de 14 millions de dollars et de 9 mètres de haut mange le sol tantôt brunâtre, tantôt grisâtre. Marc Drolet, ancien employé de la mine Troilus, près de Chibougamau, commande le mastodonte avec la même aisance que s'il s'agissait d'un véhicule de promenade. En quelques minutes, il charge un camion de 240 tonnes, et un autre arrive.

Au début de l'année, Consolidated Thompson

(CLM) a mis en activité au lac Bloom, à quelques pas de Fermont, une première mine de fer en 35 ans au Québec. La société montréalaise n'a pas tardé à annoncer qu'elle doublerait rapidement sa production annuelle, la faisant passer à 16 millions de tonnes par année. Signe d'un remarquable boom dans l'industrie du fer, stimulée par les besoins d'acier des marchés émergents.

D'ici cinq ou six ans, avec les autres propriétés qu'elle veut développer, CLM pourrait produire quelque 30 millions de tonnes par année. «On ne voit pas pourquoi CLM ne deviendrait pas le plus grand producteur de fer en Amérique du Nord», affirme le président et chef de la direction, Richard Quesnel.

Les autres producteurs de la région ne sont pas en reste. ArcelorMittal, dont la mine de Mont-Wright a été à l'origine

de la fondation de Fermont, prépare une augmentation de la production. De l'autre côté de la frontière, à Labrador City, la compagnie minière IOC a relancé le plan d'expansion qu'elle avait dû suspendre pendant la crise. Tandis que Mines Wabush, qui fonctionnait au ralenti pendant la récession, compte atteindre de nouveau sa capacité de production maximale autour de 2012-2013.

La petite séduction

Au cœur du mur-écran de Fermont, ce long immeuble de 1,3 kilomètre qui protège la communauté des vents du nord, c'est la ruée au magasin Distribution J.R.V. Les nouveaux employés de la minière Consolidated Thompson font la file dans cette petite boutique où ils peuvent se procurer leurs vêtements de travail. Les deux employés sont débordés. «Notre chiffre d'affaires a beau-

coup augmenté avec l'arrivée de Consolidated Thompson», explique la gérante Jeanne Donnelly.

CLM emploie un peu plus de 200 personnes au lac Bloom, sans compter les quelque 500 contractuels que nécessite le projet d'expansion. Dans la nouvelle rue des Bâtisseurs, à Fermont, Consolidated Thompson a construit des bungalows et des maisons en rangée regroupant 150 chambres. À l'autre bout de la ville, des dizaines de roulottes accueillent les employés temporaires.

Chaque employé permanent travaille 14 jours puis repart à la maison, où qu'elle soit au Québec, pour les 14 journées suivantes. «Le meilleur horaire de ma vie», dit le superviseur de production André Bégin, un ancien de la mine Raglan qui demeure à Danville, dans les Cantons-de-l'Est.

Plusieurs Fermontois déplorent cet horaire «14/14», alors que les 1000 employés de Mont-Wright, de leur côté, demeurent en permanence à Fermont. «Les ventes augmentent un peu, mais ce n'est pas comme s'ils (les employés de CLM) demeuraient ici, dit la gérante du magasin Variétés Fermont, Jocelyne Pelletier. L'argent s'en va ailleurs.»

«Les gens ont un peu de misère avec ça, avoue la mairesse Lise Pelletier. Mais c'est à nous de continuer notre petite séduction pour que des familles s'installent ici.» La petite ville de 2800 habitants vit de bien meilleurs moments qu'au début des années 2000. À l'époque, la compagnie Québec Cartier (aujourd'hui dans les mains d'ArcelorMittal) était en difficulté et les travaux d'infrastructure de la ville étaient en suspens.

Aujourd'hui, c'est l'effervescence, soutient la mairesse. L'arrivée de CLM et les perspectives encourageantes chez Arcelor stimulent la communauté. Le centre local de déve-

loppement a investi comme jamais l'an dernier (un demi-million de dollars), signe que des projets économiques sont en marche.

La Ville veut en profiter pour régler son problème de logement et bâtir de nouveaux secteurs résidentiels, y compris des logements sociaux et des appartements pour les retraités. «Dans les six ou huit prochains mois, c'est l'avenir de Fermont qui se joue», affirme Lise Pelletier.

Fermont, Chine et mont Saint-Hilaire

Bien entendu, le regain de Fermont est intimement lié à la vigueur du marché du fer, et donc à la vigueur du marché de l'acier. Tous les producteurs s'en rendent compte: pendant que les marchés traditionnels stagnent, les marchés émergents, particulièrement la Chine et l'Inde, ont besoin d'acier. Le sidérurgiste chinois Wisco s'est d'ailleurs engagé à acheter la moitié de la production de Consolidated Thompson, qui a construit la mine à la vitesse grand V pour profiter le plus possible du marché favorable. À environ 120 \$US la tonne, le fer se vent à un prix six fois plus élevé qu'il y a 10 ans.

À la mine du lac Bloom, CLM poursuit la marche vers un rythme de production annuel de 8 millions de tonnes, la première étape avant les 16 millions de tonnes prévues au plan d'expansion. Le minerai est extrait du sol, concassé puis envoyé vers un broyeur cylindrique de 36 pieds de diamètre, actionné par deux moteurs de 7500 chevaux.

Ce procédé devrait suivre son cours pendant au moins 20 ans, et potentiellement plus de 30 ans, estime le PDG de CLM, Richard Quesnel. Pendant la durée de vie de la mine, CLM arrachera du sol et traitera un volume équivalent au mont Saint-Hilaire.

Dans l'usine toute récente où le minerai est concentré,

LA ROUTE DU FER

URGENT : MAIN-D'ŒUVRE DEMANDÉE

HUGO FONTAINE

FERMONT — Cela fait à peine trois jours que Stéphane Bossé a mis les pieds à Fermont. Il a laissé Rivière-du-Loup et l'entreprise d'excavation qui l'employait pour venir profiter de l'effervescence minière. « Je ne sais pas combien de temps je vais rester, peut-être trois ou quatre ans, on verra où ça me mènera », confie-t-il à *La Presse Affaires*. Il connaissait Fermont pour être déjà venu chasser le caribou dans les environs. Il découvre maintenant « les gens sympathiques » de l'endroit, dit-il alors qu'il prend l'apéro au comptoir du resto-bar.

Des personnes comme Stéphane Bossé, prêtes à se laisser tenter, la Côte-Nord en prendrait des tonnes. « Je ne sais pas si les gens de Montréal réalisent ce qui se passe sur la Côte-Nord, présentement, mais c'est absolument incroyable », dit le directeur des communications d'ArcelorMittal Mines Canada, Martin Simard.

La liste des projets est longue : les travaux hydroélectriques sur la Romaine, l'aluminerie Alouette qui évoque une autre phase de développement, le prolongement de la route 138 et, bien sûr, les projets des sociétés minières. L'offre d'emplois est très forte, mais la main-d'œuvre n'est pas au rendez-vous. Les minières peinent à dénicher les employés dont ils ont besoin, et les prochaines années s'annoncent encore plus corsées. « C'est notre plus grand défi, sou- tient Martin Simard. Environ 40 %

de nos employés doivent prendre leur retraite dans les quatre ou cinq prochaines années. Cela représente des centaines de personnes à embaucher, et davantage si nos projets d'expansion se concrétisent. Pendant ce temps, la population de la Côte-Nord est en baisse. »

De son côté, la compagnie minière IOC a actuellement 250 postes ouverts à Labrador City et aura besoin de 300 autres employés pendant la construction de nouvelles infrastructures pour augmenter la production. Mais il ne faut pas que des travailleurs minières. Il faut aussi attirer des fournisseurs de services pour les minières, et des entrepreneurs pour servir les communautés. Comme à Fermont. « Il n'y a pas de boulangerie à Fermont, déplore Martin Simard. Il n'y a pas de fleuriste non plus. »



PHOTOS À la mine du lac Bloom, le sol est excavé, puis le minerai est concassé, broyé et concentré dans une usine à la fine pointe. Le minerai est transporté par train jusqu'à Sept-Îles, où le minerai est stocké en attendant l'expédition maritime (photo ci-dessous).



PHOTOS FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

les planchers ne sont pas parfaitement droits. C'est Hubert Vallée, vice-président (opération et logistique) de CLM et principal architecte des installations, qui a insisté pour que ce soit fait ainsi. Cela permet à l'eau qui s'échappe de l'équipement de s'évacuer toute seule, ce qui facilite grandement l'entretien du bâtiment.

« Ce projet-là, je l'ai rêvé », dit Hubert Vallée. Le concentré de fer, fruit de l'usine, est ensuite acheminé vers un silo de 24 000 tonnes, puis vers une tour de chargement où se nourrissent les deux trains de 150 wagons tout neufs de CLM. Toutes les installations de la mine



Fermont, seule ville québécoise de la région, accueille les travailleurs du fer.

sont situées au Québec, sauf cette tour de chargement et le chemin de fer de CLM, situés exclusivement au Labrador. S'il était situé dans les deux provinces, le chemin de fer aurait obtenu un statut fédéral, ce qui aurait signifié des normes différentes et des délais que ne permettaient pas l'échéancier serré de CLM.

Le tronçon ferroviaire de 31 kilomètres, construit l'hiver dernier, rejoint le chemin de fer Quebec North Shore & Labrador, qui transporte le fer de CLM jusqu'à Sept-Îles, 400 kilomètres plus au sud et 36 heures plus tard. Le fer poursuit sa longue route qui le mènera jusqu'en Chine.

LUNDI

Continuez de parcourir la route du fer en lisant le reportage sur Sept-Îles et son port.

CLAVARDAGE

Venez aussi clavarder avec notre journaliste Hugo Fontaine sur l'industrie minière et l'économie de la Côte-Nord. Lundi midi sur www.lapresseaffaires.cyberpresse.ca



LES PRODUCTEURS DE LA ROUTE DU FER

HUGO FONTAINE

COMPAGNIE MINIERE IOC

Actionnaire majoritaire Rio Tinto (58,7%)

PRODUCTION ACTUELLE
18 millions de tonnes

SITES
Mine, concentrateur et usine de bouletage à Labrador City, chemin de fer Québec, North Shore and Labrador (418 kilomètres), installations portuaires à Sept-Îles

EMPLOYÉS
1500 à Labrador City, 500 à Sept-Îles

PERSPECTIVES
Expansion de 18 à 22 millions de tonnes en 2012, et possiblement 26 millions de tonnes en 2014.

ARCELORMITTAL MINES CANADA

Propriété d'ArcelorMittal

PRODUCTION ACTUELLE
15 millions de tonnes

SITES
Mine de Mont-Wright (Fermont), chemin de fer privé de 420 kilomètres; usine de bouletage et installations portuaires à Port-Cartier

EMPLOYÉS
1000 à Fermont, 1000 à Port-Cartier

PERSPECTIVES
ArcelorMittal veut augmenter sa production de fer de 47 à 100 millions de tonnes et 50% de ses réserves sont au Canada. Arcelor a entamé un processus d'étude rapide pour exploiter à l'année la mine de Fire Lake, actuellement exploitée en période de dégel seulement.

CONSOLIDATED THOMPSON IRON MINES

La sidérurgiste Wisco détient 19,9% des actions

PRODUCTION ACTUELLE
8 millions de tonnes

SITES
Mine de Lac Bloom (Fermont), tronçon ferroviaire de 31 kilomètres; installations portuaires à Sept-Îles

EMPLOYÉS
210 à Fermont, 20 à Sept-Îles

PERSPECTIVES
Plan d'expansion pour doubler la production annuelle en 2012, de 8 à 16 millions de tonnes.

MINES WABUSH

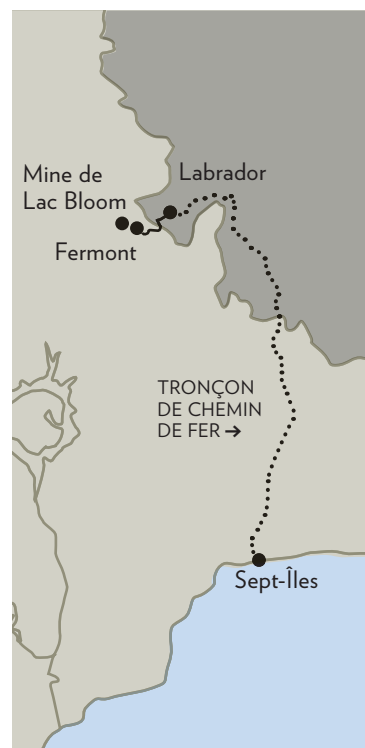
Propriété de Cliffs Natural Resources

PRODUCTION ANNUELLE
4,5 millions de tonnes

SITES
Mine et concentrateur à Wabush (Labrador), usine de bouletage, installations portuaires et tronçon de chemin de fer à Sept-Îles

EMPLOYÉS
500 à Wabush, 325 à Sept-Îles

PERSPECTIVES
Atteindre la capacité maximale de production de 6 millions de tonnes en 2012-2013; projet de 200 millions pour réduire le niveau de manganèse dans le produit final.



LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

LUNDI 27 SEPTEMBRE

Cal-Maine Foods BPA 1T: -10,0\$
Paychex BPA 1T: 34,2\$

MARDI 28 SEPTEMBRE

Confiance des consommateurs (É.-U.) sept: 53,7
août: 53,5
Walgreen BPA 4T: 44,4\$US

MERCREDI 29 SEPTEMBRE

Indice des prix des produits industriels (Can.) août: 0,2%
juillet: 0,1%
AGF Management BPA 3T: 33,3\$
Family Dollar Stores BPA: 4T: 51,4\$US

JEUDI 30 SEPTEMBRE

PIB (Can.) juillet: -0,1%
juin: 0,2%
Indice PMI de Chicago sept: 56,0
(É.-U.) août: 56,7
MSCI BPA 3T: 35,5\$US
McCormick & Co BPA 3T: 60,4\$USVENDREDI 1^{er} OCTOBREConsom. des ménages août: 0,4%
(É.-U.) juillet: 0,4%
Indice de confiance du Michigan (É.-U.) sept: 67,0
août: 66,6
Indice ISM manuf. sept: 55,0
(É.-U.) août: 56,3

LUNDI 4 OCTOBRE

Nouvelles commandes manufacturières (É.-U.) août: -0,1%
juillet: 0,1%
The Mosaic BPA 1T: 72,4\$US

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations: www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

		5			1		
			2				6
		1			3		8 4
8							2 7
	1	4		9		5	
				6			
		7		2	9		
4		9	8			7	

Niveau de difficulté : TRÈS DIFFICILE

1786

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

2	7	3	4	8	1	5	9	6
9	8	5	7	6	3	4	2	1
6	1	4	9	5	2	7	8	3
3	5	2	8	7	4	6	1	9
7	4	9	1	2	6	8	3	5
8	6	1	3	9	5	2	4	7
5	3	8	2	1	7	9	6	4
4	9	7	6	3	8	1	5	2
1	2	6	5	4	9	3	7	8

Par Fabien Savary 1785

Pas de marché pour le PCAA de la Caisse Un traité qui ira plus loin que l'ALENA

GIRARD

suite de la page 1

Il s'agit ici de la valeur nominale. En réalité, la Caisse évalue à seulement 7,2 milliards la valeur marchande de sa position dans le BTAA, ayant pris jusqu'à présent une provision de moins-value de 5,1 milliards.

Pour vous montrer à quel point la nouvelle direction de Michael Sabia se méfie de la «solidité» de l'énorme position de la Caisse dans le BTAA, elle a décidé au premier semestre d'effectuer des opérations de couverture qui réduisent de 45% le risque attribuable à son portefeuille de BTAA.

C'est comme si la Caisse avait protégé, avec l'achat d'options de vente, la moitié ou presque de la valeur marchande (7,2 milliards) de son portefeuille de BTAA contre une autre éventuelle baisse de la valeur. La contrepartie de cette stratégie? Si le BTAA de

la Caisse s'apprécie d'ici son échéance, la Caisse n'en profitera qu'à moitié! Mais... la Caisse juge plus intelligent de diversifier son niveau de risque avec d'autres produits que le BTAA. On la comprend!

Cela dit, faute de marché actif, les détenteurs de BTAA sont «condamnés» à rester assis sur leurs positions d'ici l'échéance prévue en décembre 2016. Et tout ce qu'ils peuvent faire... c'est croiser les doigts et prier pour qu'aucune crise financière majeure ne vienne déstabiliser le BTAA.

Précisons que le BTAA renferme deux gros véhicules de papiers commerciaux, soit le VAC 1 et le VAC 2.

L'encours du VAC 1, soit 15 milliards de dollars, est détenu par les gros investisseurs institutionnels comme la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Pour sa part, l'encours du VAC 2 (10 milliards) est détenu par des plus «petits» investisseurs, dont des entre-

prises. C'est dans le VAC 2, lequel est relativement moins sclérosé et sophistiqué que le VAC 1, qu'une poignée de transactions ont eu lieu à la fin de 2009 et au début de 2010.

Chose certaine, le marché du BTAA n'est aucunement volatil... faute de joueurs.

Comme il s'agit d'un produit très structuré qui relie des dizaines et des dizaines d'obligations corporatives privées, il est très peu liquide. Conséquemment, quand un marché est peu liquide cela risque d'exercer une pression à la baisse sur la valeur marchande.

Quoi qu'il en soit, c'est en décembre 2016, une fois que toute la panoplie d'obligations d'entreprises privées (papiers commerciaux) seront arrivées à échéance, que l'on connaîtra la vraie valeur du BTAA.

Sur ses 12,3 milliards de BTAA, est-ce que les pertes de la Caisse dépasseront les provisions pour perte de 5,1 milliards?

Faites vos prédictions.

TRAITÉ

suite de la page 1

Fait intéressant, les États-Unis suivent de très près l'évolution des pourparlers entre le Canada et l'UE, selon M. Van Loan. Chaque fois qu'il rencontre son homologue américain Gary Locke, ce dernier l'interroge sur l'état des négociations. Les Américains manifestent d'autant plus d'intérêt que c'est la première fois que l'UE entreprend des négociations afin de conclure un accord de libre-échange avec un pays industrialisé.

En concluant un accord avec l'UE tout en étant signataire de l'ALENA, le Canada disposera d'un avantage stratégique important pour attirer des entreprises et des investisseurs désirant brasser des affaires sans entrave à la fois sur le continent européen et sur le marché américain. Le Canada constituera la porte d'entrée par excellence pour ces deux marchés importants,

estime M. Van Loan. «Si tout ce passe comme prévu, le Canada sera le seul pays industrialisé à avoir une entente de libre-échange avec les États-Unis et l'Union européenne, soit la première économie du monde et la deuxième économie du monde. Le Canada disposera ainsi d'un avantage extraordinaire. Le seul endroit où une entreprise pourra exporter son produit librement aux États-Unis et en Europe, ce sera à partir du Canada», a affirmé le ministre.

Selon une étude commune menée par les gens d'affaires pour déterminer les avantages de conclure un tel traité, le Canada pourrait enregistrer des retombées économiques de 12 milliards de dollars par année en libéralisant le commerce avec les pays membres de l'Union européenne.

Les détracteurs du gouvernement Harper l'accusent de négliger les marchés émergents comme l'Inde et la Chine.

DEMANDE DE PROPOSITIONS SERVICES PROFESSIONNELS DE COURTAGE IMMOBILIER ET DE GESTION IMMOBILIÈRE

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), l'organisme fédéral responsable de l'habitation au Canada, désire confier à une Agence Immobilière la commercialisation et la vente de ses propriétés ainsi que la gestion de l'ensemble de son portefeuille de reprises et de créances hypothécaires pour des immeubles résidentiels de 1 à 50 logements situés dans le territoire de la province de Québec.

Les personnes intéressées pourront se procurer une copie du document de la demande de propositions en visitant le site www.merx.com dont le numéro de référence est 201000923.

Les propositions devront être reçues au plus tard le jeudi 21 octobre 2010 à 16 h 00 (heure locale) à l'adresse mentionnée au document de demande de propositions.

La SCHL ne s'engage à retenir ni la plus basse des propositions ni aucune d'entre elles.

www.schl.ca

Canada

SCHL CMHC
AU CŒUR DE L'HABITATION

AFFAIRES 700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

AFFAIRES BOURSIÈRES
Apprenez à négocier les actions/options, vivez de la bourse ou augmentez vos revenus. Résidence/bureau. Temps plein/partiel. Formation intensive et suivi.
Conférences éducatives gratuites Québec: 05 oct. (action) 19 h, (option) 19 h30
Montréal (Rive sud): (action) 26 oct.

- Cours Actions 1 semaine: Québec - 27 nov. Mtl: 16 oct., 11 déc., 31 déc. cours et croisière
- Plateformes d'Accès Direct: Mtl - 23 oct.
- Cours Investisseur Actif 1 jour: Qc - 30 oct.

514.666.0306 / 1.877.309.0123
www.daytradercanada.com

CHERCHE IMMEUBLE À REV. 50 + MTL.
Québec: 05 oct. (action) 19 h, (option) 19 h30
Montréal: 26 oct. (action) 26 oct.

INGÉNIEUR CHERCHE DÉVELOPPEUR SÉRIEUX. projet de 500 lots à St-Damien de Brandon, 514-321-8694

PRÊTEUR privé résidentiel, 1ère hypothèque, prêt sur la valeur de la propriété. Pas de dossier de crédit. Grande région de Mtl. 514-952-7470

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

PROBLÈMES DE FINANCEMENT OU D'INFRASTRUCTURE?
Vous aimeriez devenir une division d'une entreprise prospère afin d'accroître votre chiffre d'affaires ou vendre votre entreprise en demeurant à bord? Nous pouvons vous fournir: l'administration; le financement et la distribution au Canada et aux États-Unis.
S.V.P. faxez-nous en toute confidentialité au 514-327-3503 a/s de Monsieur S.
Pas de détaillants S.V.P.

715 FINANCEMENT

1^{ère} / 2^e HYPOTHÈQUE ET CONSTRUCTION
Commercial • Industriel • Résidentiel
DENCOL, 514-342-1356 (agent protégé)

Sécur Finance - Prêts hypothécaires: résidentiels, locatifs, commerciaux & semi-comm., construction. www.securfinance.com
info@securfinance.com 1-877-346-2620

AVIS 800

801 AVIS LÉGAUX **801 AVIS LÉGAUX** **801 AVIS LÉGAUX**

AVIS DE PRÉAPPROBATION

FONDS COMMUN DE PLACEMENT TALVEST
GESTION D'ACTIFS CIBC INC./CIBC ASSET MANAGEMENT INC.
Objet : Règlement à l'égard du disque dur de Talvest 2006

AVIS DE LA TENUE PROCHAINE D'UNE AUDIENCE SUR L'APPROBATION D'UNE ENTENTE DE RÈGLEMENT D'UN RECOURS COLLECTIF

PRIÈRE DE LIRE LE PRÉSENT AVIS ATTENTIVEMENT CAR IL PEUT AVOIR DES CONSÉQUENCES JURIDIQUES SUR VOS DROITS

LE GROUPE :
Une entente de règlement proposée (l'« Entente ») a été conclue à l'égard du recours collectif suivant intenté contre Gestion d'actifs CIBC inc./CIBC Asset Management Inc., gestionnaire du fonds commun de placement Talvest (« Talvest »):

- Gloria Bordoff, 500-06-000383-071, Cour supérieure du Québec, district de Montréal, en son nom et au nom du groupe défini comme suit:

Le groupe se compose de l'ensemble des personnes au Canada (y compris leurs successions, liquidateurs testamentaires ou représentants personnels), consommateurs, personnes morales ne comptant pas plus de 50 personnes liées par un contrat de travail, firmes, entreprises et autres organismes au Canada, dont des renseignements personnels ont été identifiés par Talvest comme étant sauvegardés ou stockés sur le disque dur d'un ordinateur portable signalé disparu pendant son transfert entre les bureaux de Talvest de Montréal (Québec) et de Markham (Ontario) le ou vers le 13 décembre 2006. Sont exclus du groupe i) Talvest, ii) quelque entité dans laquelle Talvest détient une participation majoritaire, iii) les administrateurs, dirigeants et employés de Talvest, iv) les représentants légaux, successeurs et ayants droit de Talvest, v) le juge affecté au litige et les membres de sa famille immédiate et vi) toutes les personnes qui se sont exclues du groupe aux termes de l'avis de règlement diffusé et publié conformément à l'Ordonnance d'approbation.

SOMMAIRE:
Talvest a convenu de prolonger la durée du processus de règlement des réclamations existant pour une période additionnelle de quatre-vingt-dix (90) jours. Est admissible :

- la personne qui est un particulier identifié par Talvest dont les renseignements personnels avaient été sauvegardés ou stockés sur le disque dur signalé disparu le ou vers le 13 décembre 2006;
- la personne qui a subi une perte monétaire documentée découlant de l'utilisation non autorisée de ces renseignements personnels.

Si vous croyez avoir subi une perte monétaire documentée découlant de l'utilisation non autorisée de renseignements personnels sauvegardés sur le disque dur signalé disparu le ou vers le 13 décembre 2006, vous êtes prié de communiquer avec le service à la clientèle de Talvest au 1-800-361-3174.

Les membres du groupe (« Membres du groupe ») doivent envoyer leur formulaire de réclamation (« Formulaires de réclamation ») par la poste au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la publication de l'avis de règlement approuvé par la Cour.

Talvest convient en outre de ce qui suit :

- faire un don de 45 000 \$ à la Walrus Foundation. La Walrus Foundation est un organisme caritatif sans but lucratif ayant une mission éducative qui publie The Walrus, un magazine d'intérêt général canadien;
- faire un don de 45 000 \$ au Musée canadien des droits de la personne; et
- faire un don de 90 000 \$ au Centre de cancer Segal de l'hôpital Général Juif de Montréal.

HONORAIRES DES PROCUREURS DU GROUPE :
Talvest convient en outre de payer les honoraires extrajudiciaires, y compris les débours d'avocat, des procureurs de la requérante (les « Procureurs du groupe ») de la manière plus amplement décrite dans l'Entente. Ce montant est payé en plus de quelque indemnité payable aux Membres du groupe et ne sera pas prélevé sur les paiements ni ne réduira d'aucune façon les paiements payables aux Membres du groupe ou aux organismes caritatifs prévus par le règlement proposé.

DATES IMPORTANTES :
Une requête en approbation de l'Entente sera entendue par Madame la juge Guylène Beaugé de la Cour supérieure du Québec, 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6 le 25 octobre 2010 à 9h00 à la salle 15.07 (l'« Audition d'approbation »).

Si l'Entente est approuvée elle liera tous les Membres du groupe sauf ceux qui s'en sont exclus conformément aux présentes. Talvest peut notamment, à sa seule appréciation, résilier l'Entente si plus de cent (100) Membres du groupe décident de s'exclure.

Si vous souhaitez contester l'Entente proposée, vous devez envoyer par la poste un avis écrit de l'objection aux Procureurs du groupe et aux procureurs de la défense (« Procureurs de la défense ») au plus tard le 12 octobre 2010 (voir les coordonnées ci-après). Votre objection écrite doit comprendre, notamment a) vos nom, adresse et numéro de téléphone; b) une brève déclaration des motifs de votre objection; et c) si vous prévoyez assister à l'audience en personne ou par ministère d'avocats et, le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'avocat. Les Membres du groupe qui ne s'opposent pas au règlement proposé n'ont pas besoin de comparaître à l'Audience d'approbation ni de prendre quelque autre mesure à ce stade.

Les Formulaires de réclamation doivent être envoyés par la poste au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la publication dans les journaux de l'avis de règlement ordonné par la Cour.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES :
On peut obtenir un exemplaire de l'Entente et des renseignements quant à la manière d'obtenir un Formulaire d'exclusion sur le site Web des Procureurs du groupe au <http://www.merchantlaw.com/>.

Merchant Law Group LLP, Avocats, sont les Procureurs du groupe et représentent les Membres du groupe. On peut les joindre par téléphone au 514-842-7776 ou par télécopieur au 514-842-6687, et à leur adresse au 10, rue Notre-Dame Est, bureau 200, Montréal (Québec) H2Y1B7.

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l. sont les Procureurs de la défense. On peut les joindre par télécopieur au 514-875-6246, et leur adresse est Bureau 2500, 1000 rue de La Gauchetière Ouest, Montréal (Québec) H3B 0A2.

En cas d'incompatibilité entre les dispositions du présent Avis de pré-approbation et l'Entente et l'une de ses annexes, les termes de l'Entente ont préséance.

La Cour supérieure du Québec a approuvé le présent avis.

Le Bureau de la concurrence ratisse les réseaux sociaux

ISABELLE MASSÉ

À l'heure où plus de 16 millions de Canadiens sont branchés sur les sites de médias sociaux, le Bureau de la concurrence veut dénoncer la publicité frauduleuse et trompeuse diffusée sur les Twitter et Facebook. L'organisme vient de clore une période de repérage intensif sur l'internet pour identifier les pubs qu'on y trouve. Prochaine étape: on examinera plus en profondeur leur provenance et leur

contenu. «C'est une initiative faite sur une base annuelle à l'invitation du Réseau international de contrôle et de protection des consommateurs (RICPC), explique Gabrielle Tassé, conseillère principale en communications du Bureau de la concurrence. Cette année, on a spécifiquement ciblé la pub sur les réseaux sociaux.»

En 2008, une opération de ratissage des sites internet proposant des traitements de guérison miraculeux a mené

à de bons résultats, selon le Bureau de la concurrence. «Quatre-vingt-seize pour cent des sites ciblés que nous avons

«Si une annonce est trop belle pour être vraie, c'est sans doute le cas!»

approchés par la suite se sont conformés volontairement à la loi (sur les pratiques commerciales), en rectifiant ou

en retirant certaines informations, par exemple», indique Gabrielle Tassé.

Le Bureau de la concurrence n'a pas de données spécifiques sur les plaintes se rapportant à la publicité trompeuse sur les médias sociaux. Plus généralement, l'organisme soutient que 95 % des 9534 plaintes déposées en 2007-2008 en étaient de fausses représentations et de publicités trompeuses.

Spécifiquement au Québec, l'Office de protection du

consommateur (OPC) ne rapporte pas de plaintes à ce sujet. «Cela dit, en ce qui a trait à la publicité, quel que soit le médium utilisé, la Loi sur la protection du consommateur s'applique au Québec», affirme Jean-Jacques Préaux, porte-parole de l'OPC.

Pour l'instant, dans un communiqué diffusé hier, le Bureau de la concurrence énumérait des conseils pour éviter aux consommateurs de se faire piéger «par les escrocs dans internet». Parmi ceux-ci: installer un logiciel de sécurité informatique réputé, se munir d'un filtre à pourriels, se méfier de tout message d'origine inconnue et non sollicité et prendre garde aux publicités trop alléchantes. Car, comme l'écrit le Bureau, «si elles vous semblent trop belles pour être vraies, c'est sans doute le cas!»

Desjardins & Cie

Plus de 350 000 entreprises font confiance aux experts de Desjardins. C'est tout Desjardins qui appuie les entreprises.

desjardins.com/entreprises



Desjardins

LA PRESSE AFFAIRES

POUR LA SEMAINE SE TERMINANT LE 25 SEPTEMBRE 2010

PLUS-VALUE

POUR MIEUX GÉRER VOS PLACEMENTS

«Le prix de 130\$US est-il un excellent prix? Non. Est-ce une bonne chose pour le Canada? Non.»

— Le financier Stephen Jarislowsky au sujet de l'offre par action de BHP Billiton pour PotashCorp, dont il est le troisième actionnaire en importance.

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE



SUCRE, COTON, MAÏS

L'explosion des prix fait saliver les spéculateurs

Incendies en Russie, inondations au Pakistan, sécheresse au Brésil... la météo a bouleversé les récoltes cet été. La situation n'est pas aussi alarmante que lors de la crise alimentaire de 2008. Néanmoins, l'envolée du prix des denrées prix aura un impact sur les consommateurs et les investisseurs. *La Presse Affaires* a fait le tour du jardin, avec Nicolas Fregneau, gestionnaire chez Amundi, à Paris.

STÉPHANIE GRAMMOND

Incapable de résister à un bol de café le samedi matin? Vous n'êtes pas seul. L'arôme du café attire aussi les investisseurs qui ont vu le prix grimper de près de 45% depuis le printemps.

Idem pour plusieurs autres denrées comme le coton, le

maïs et le blé. Depuis six mois, leur prix a explosé de plus de 50% en raison des conditions météorologiques qui ont perturbé les récoltes à travers le monde.

Par exemple, les incendies en Russie et les fortes pluies au Canada ont nui à la production de blé. Même si le phénomène est temporaire, car les stocks mondiaux restent très élevés, le prix du blé s'est envolé, poussé par les spéculateurs qui s'intéressent de plus en plus aux denrées agricoles.

«Le pourcentage des positions spéculatives est très, très élevé aujourd'hui. Il est remonté fortement au cours de l'été pour atteindre des niveaux qui sont presque comparables à ceux que l'on avait en 2008, lorsqu'il y a eu la bulle des matières premières», observe Nicolas Fregneau, qui gère 500 millions US d'actifs à l'intérieur du Fonds global agriculture d'Amundi, l'un

des plus grands gestionnaires d'actifs du monde.

Le Fonds n'investit pas directement dans le marché des denrées, extrêmement volatil et risqué. Il se concentre sur les actions dans l'industrie agricole. «On veut financer le développement des sociétés et de l'offre globale agricole pour subvenir aux besoins de tous les habitants de la planète, plutôt que d'ajouter de la pression sur les prix et de créer une inflation alimentaire», explique M. Fregneau.

Spéculation et crise alimentaire

Auparavant, la spéculation sur les matières premières se limitait au pétrole et à l'or. Puis, elle s'est étendue aux métaux de base, il y a sept ou huit ans. Et depuis 2007, les spéculateurs se sont déplacés vers les denrées.

Pour certaines denrées, comme le maïs, la spéculation peut atteindre jusqu'à 45% des positions sur le marché des contrats à terme, où s'établit le prix des denrées.

«C'est un phénomène assez nouveau, qui prend de l'ampleur, suffisamment pour que les autorités américaines et européennes se disent qu'il faut intervenir pour limiter le champ d'action des spéculateurs», dit M. Fregneau.

Cette semaine, le commissaire européen au Marché

intérieur et aux Services financiers, Michel Barnier, a déclaré qu'il souhaitait procéder à «une réforme ambitieuse des marchés des matières premières» pour éviter que les spéculateurs fassent trop dériver les prix. Au Sénat américain, une commission d'enquête se penche aussi sur cet enjeu.

La violente hausse des prix, l'été dernier, a rappelé de mauvais souvenirs. Personne ne veut revivre une crise alimentaire mondiale comme en 2008, même s'il y a peu de risques qu'une telle situation se reproduise, estime M. Fregneau.

«En 2008, les gouvernements ont été pris de court, dit-il. Aujourd'hui, ils sont beaucoup mieux préparés. Il y a des stocks stratégiques.»

Ainsi, quand le prix du blé a commencé à monter au début de l'été, le gouvernement égyptien s'est précipité pour accumuler des stocks, afin que sa population puisse en acheter à un coût raisonnable, même si les prix continuaient de monter. Gros importateur de blé, l'Égypte avait connu de graves émeutes en 2008.

L'appétit des marchés émergents

Si l'envolée de certaines denrées, comme le blé, dépend surtout de facteurs météorologiques temporaires et de la

	COTON	CAFÉ	CACAO	RIZ	SUCRE	SOJA	BLÉ	MAÏS
1 mois	12,8%	-6,5%	-4,8%	8,8%	21,8%	6,8%	7,6%	19,8%
3 mois	18,5%	9,5%	-26,2%	21,3%	40,6%	14,1%	56,2%	48,2%
6 mois	26,0%	26,6%	-14,9%	-2,1%	43,0%	14,7%	53,4%	41,6%
1 an	65,7%	43,8%	-7,3%	-6,8%	12,6%	17,9%	58,5%	51,0%
3 ans	100,5%	74,0%	124,5%	28,0%	132,4%	98,8%	70,1%	97,6%
5 ans	104,3%	92,5%	134,6%	73,9%	133,1%	90,2%	113,7%	143,4%

UN GRAPHIQUE VAUT 1000 MOTS

Les rachats d'actions se multiplient

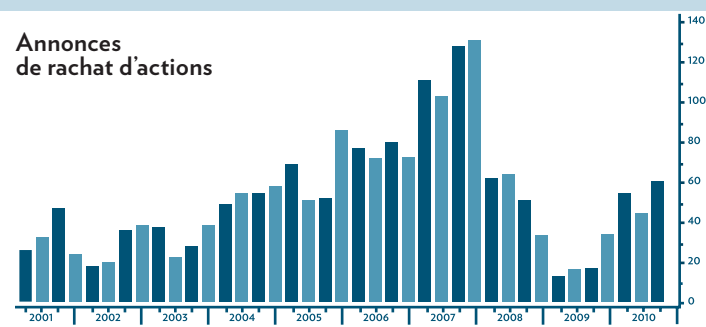
Les sociétés américaines risquent de soutenir leur croissance en Bourse en rachetant leurs propres actions, selon Pierre Lapointe, stratège chez Brockhouse & Cooper. Soixante et une d'entre elles l'ont fait au cours du présent tri-

mestre, un sommet depuis 2008. Si quatre autres devaient s'ajouter, il s'agirait d'un record seulement dépassé par la marque atteinte durant les trois derniers mois de 2007. Au cours des 10 dernières années, la croissance des titres

des sociétés qui ont effectué des rachats d'actions a dépassé celle du S&P500 par 2,8 points de pourcentage au cours des trois mois suivants, et par 4,5 points après six mois.

— Source: Bloomberg

Annonces de rachat d'actions



SUR LE RADAR

Chaque samedi, un financier différent répond à nos questions. Il donne sa lecture des marchés, offre son point de vue sur la Bourse et lance quelques conseils d'investissement. Cette semaine, **Jean-René Adam, d'Hexavest.**

Le désendettement des Américains ne fait que commencer

STÉPHANIE GRAMMOND

Q: À votre avis, quel est l'événement le plus significatif des derniers jours à la Bourse?

La Réserve fédérale américaine a indiqué cette semaine que la reprise de l'économie américaine est en train de s'essouffler et que le taux d'inflation se situe en dessous de sa zone de confort. L'inflation de base est passée sous la barre du 1%, alors que la Fed préférerait une cible de 1,5% à 2%.

On savait déjà que la Fed maintiendrait son taux directeur (0-0,25%) très bas, très longtemps. Maintenant, la Fed se dit prête à agir avec des mesures d'assouplissement quantitatif, advenant un affaiblissement de l'économie. Cela signifie que la Fed pourrait ressortir la machine à imprimer de l'argent rapidement si nécessaire.

Q: Quel indicateur surveillez-vous le plus attentivement en ce moment?

Le marché de l'emploi aux États-Unis. Même s'il s'agit d'un indicateur économique retardé, nous aurions déjà dû voir de la création d'emplois à ce stade du cycle économique. La création d'emplois est nécessaire pour redonner confiance aux consommateurs américains et ainsi stimuler leurs dépenses.

Q: Que feriez-vous avec 10 000\$ à investir?

Présentement, je répartirais mon portefeuille de la manière suivante: 10% en argent, 30% en obligations de société de qualité, 30% en obligations gouvernementales, et 30% dans un fonds d'actions mondiales diversifié. En tant que gestionnaires d'actions nord-américaines, je préfère les secteurs défensifs, comme les produits de consommation de base, avec des sociétés comme Procter & Gamble, Walmart ou Shoppers Drug Mart, ou encore des fabricants d'équipement médicaux.

Q: Quel élément évitez-vous à tout prix?

Les titres pétroliers. Il semble y avoir une opinion générale que nous manquons de pétrole. Cette idée n'est cependant pas corroborée par les faits. En effet, la production augmente à chaque année d'environ un million de barils net par jour, les stocks sont à un niveau record partout dans le monde, et la capacité excédentaire est extrêmement élevée. Il y a eu une destruction de la demande dans les pays industrialisés et les pays émergents ne sont pas encore assez gros pour totalement compenser. Nous croyons que le prix devrait se situer aux alentours de 45\$US, par rapport à environ 75\$US présentement.

Q: Qu'est-ce que les marchés sous-estiment le plus présentement?

Les marchés surestiment l'effet potentiel des mesures d'assouplissement quantitatif de la Fed. La Fed achèterait des obligations américaines à long terme pour faire baisser le taux d'intérêt à long terme et ainsi inciter les consommateurs et compagnies à s'endetter pour acheter des biens et services.

Nous croyons que les taux d'intérêt sont déjà exceptionnellement bas et que les abaisser encore ne stimulera pas vraiment la demande. Une monétisation de la dette aurait plus d'effets à court terme. La Fed s'engagerait à acheter la dette du gouvernement qui ferait un déficit plus grand que prévu afin d'intervenir lui-même dans l'économie. Mais à long terme, cette approche pourrait causer des dommages collatéraux. Et ce n'est pas cela qui briserait le cercle vicieux de l'endettement.

Depuis le début des années 80, l'économie a grandement profité d'une croissance surestiment de l'endettement. La récente crise du crédit nous a démontré que l'on a fait une surdose de dette et qu'un processus de désendettement est nécessaire. Très peu a été fait depuis le début de la crise: une partie de la dette a seulement été transférée des consommateurs et des banques vers les gouvernements. Le désendettement est un long processus qui va amputer la croissance économique future, et limiter l'appréciation des Bourses mondiales.



À titre de vice-président, **Jean-René Adam** est responsable des portefeuilles d'actions nord-américaines chez Hexavest. Fondée en 2004, la firme montréalaise gère des actifs de 4,5 milliards de dollars pour une clientèle institutionnelle au Canada et à l'étranger. Chaque samedi, un financier différent répond à nos questions. Il donne sa lecture des marchés, offre son point de vue sur la Bourse et lance quelques conseils d'investissement.

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

spéculation, d'autres denrées agricoles sont soutenues par des tendances de fonds.

Par exemple, le prix du maïs, qui permet de fabriquer de l'éthanol, est alimenté par la demande croissante d'énergies alternatives. «Dans un litre de carburant aux États-Unis, il y a 90% de pétrole et 10% d'éthanol. Et les autorités américaines sont en passe de relever à 12 ou 14% la part d'éthanol», avance M. Fragneau.

Le maïs sert aussi à nourrir les animaux. Or, la consommation de viande grimpe dans les pays émergents. «Plus un pays s'enrichit, plus ses habitants ont tendance à manger de la viande», indique M. Fragneau.

En Chine, la consommation de viande a été multipliée par 2,5, depuis 20 ans. Pour produire un kilo de boeuf, il faut sept kilos de maïs. «Quand on mange plus de viande, on multiplie la demande de céréales», dit le gestionnaire.

La montée de la classe moyenne dans les pays émergents soutient aussi le cacao, considéré comme un produit de luxe. En Chine, la consommation augmente de 12% par an.

Il y a 15 ans, les Chinois ne mangeaient pratiquement pas de cacao. Aujourd'hui, ils en consomment en moyenne 200 grammes, par an, par habitant. Et cela reste bien loin de la consommation dans les pays développés qui se situe à quatre ou cinq kilos par an, par habitant.

Ainsi, le prix du cacao est très élevé, malgré un fléchissement récent dû à des récoltes extraordinaires, l'été dernier. Mais c'est l'exception qui confirme la règle, car depuis des années, la production de cacao est minée par la guerre civile en Côte-d'Ivoire, qui produit le tiers du cacao mondial.

Depuis 20 ans, il y a une carence d'investissement et la productivité est en baisse constante. Le Ghana voisin, économiquement plus stable, est trois fois plus productif, avec une production de 1,5 tonne de cacao par hectare, contre seulement 500 kg en Côte-d'Ivoire.

Où investir?

Cela fait ressortir le besoin en équipement. «Une des solutions, pour améliorer la productivité des pays émergents, est le recours à une plus grande mécanisation», estime M. Fragneau.

En Chine, pour 1000 hectares de culture, on compte 2500 ouvriers et une dizaine de tracteurs. Dans les pays développés, il n'y a que 20 ouvriers, mais une trentaine de tracteurs.

Les fournisseurs d'équipement, comme John Deere ou Viteira au Canada, sont donc appelés à se développer rapidement. Il en va de même pour les sociétés qui font du stockage ou du transport.

«Il faut que la planète soit capable de produire suffisamment de nourriture pour tout le monde. Mais il faut aussi les infrastructures pour livrer le produit du pays qui le produit, vers celui qui le consomme», insiste M. Fragneau.

Sinon, on n'est guère avancé, comme le démontre la poussée du prix du sucre depuis mai. Pourtant, le Brésil avait augmenté sa production et disposait d'excédents pour suffire à la demande mondiale. Mais le pays n'a pas assez de bateaux, de ports, de chemins de fer, pour livrer aussi vite qu'il produit. Résultat: le sucre s'accumule au Brésil.

«Ce n'est pas un problème insurmontable, mais il faudra investir. Il y a de belles occasions de placement», dit le gestionnaire.

Par contre, les investisseurs devraient se méfier des transformateurs, dont les marges de rentabilité s'effriteront à cause de la hausse des prix.

«On conseille aux investisseurs de s'orienter vers l'amont de la chaîne», dit M. Fragneau. Il faut viser les sociétés productrices qui bénéficieront de la hausse des prix, plutôt que les sociétés qui transforment la matière et qui vont payer de plus en plus cher, sans être forcément capables de refiler aux consommateurs l'intégralité de la hausse de prix.

DU MAÏS... AUX BOISSONS GAZEUSES

Le prix du maïs a rebondi de 41% depuis six mois. Mais cette effervescence n'apparaîtra peut-être que l'an prochain dans le prix des boissons gazeuses, sucrées au sirop de maïs, car les contrats sont négociés longtemps d'avance. Le décalage est bien moins long pour d'autres produits, comme les boîtes de céréales. Dès le mois prochain, les consommateurs goûteront à la hausse du prix du blé, qui a gagné 53% en trois mois. Pour l'instant, le bacon est l'un des produits d'épicerie qui ont connu la hausse la plus salée, en raison de l'augmentation du prix du porc.

DU COTON... AUX T-SHIRTS

Cette semaine, le prix du coton a dépassé 1\$US la livre pour la deuxième fois seulement depuis la guerre de Sécession aux États-Unis. Le prix est en hausse de 65% depuis un an, notamment à cause des inondations au Pakistan, quatrième producteur mondial.

L'industrie du vêtement aura du fil à retordre. Le fabricant de vêtements Gildan Activewear qui avait déjà haussé ses prix de 3% en juillet, vient d'annoncer une nouvelle hausse de 3,5%, pour octobre. Heureusement, comme il y a beaucoup d'intermédiaires entre la boule de coton et le vêtement, la hausse du prix est plus facile à absorber... et moins visible pour le consommateur.

DU CAOUTCHOUC... AUX PNEUS

Le prix du caoutchouc a bondi, alors que l'industrie fait face à la plus importante pénurie depuis 2007. La sécheresse suivie par de fortes pluies a nui aux plantations en Asie. Résultat: les stocks vont fondre à leur plus bas niveau de la décennie, selon Goldman Sachs. Goodyear Tire & Rubber a haussé ses prix de 6% en Amérique du Nord. En juillet dernier, Michelin, le numéro deux mondial, a averti les investisseurs que l'augmentation des prix de la matière première freinerait ses profits annuels de 850 millions US.



LA PRESSE AFFAIRES

LES BONS COMPTES FONT LES BONS AMIS

Télébec : 328 \$ pour couper le fil



STÉPHANIE GRAMMOND

LE SERVICE

Une ligne téléphonique et un abonnement internet de 83 \$ par mois.

LE HIC

Pour interrompre le service, Télébec exige une pénalité de 328 \$, soit la moitié des sommes à verser jusqu'à la fin du contrat d'un an.

« Je me sens pris en otage, car il n'y a pas d'autre fournisseur qui dessert cette région. »

– Francis Fillion

AU BOUT DU COMPTE

Pour les contrats signés partir de juillet, Télébec a modifié ses règles afin de respecter les nouveaux articles de la Loi sur la protection du consommateur limitant les frais de résiliation.

Francis Fillion a eu l'impression d'être pris en otage lorsqu'il a quitté Lebel-sur-Quévillon, l'été dernier. Son fournisseur de services de télécommunica-

tion lui a demandé des frais de 328 \$ pour mettre fin à son abonnement.

Depuis plus de trois ans, il était client de Télébec. Cette filiale de Bell Aliant dessert 150 000 clients, souvent dans des régions éloignées où il n'y a pas d'autre fournisseur. Au début de l'été, M. Fillion a prévenu Télébec qu'il mettrait fin à son abonnement au mois d'août en raison d'un déménagement dans une autre région.

À sa grande surprise, Télébec lui a réclamé la moitié des sommes à verser jusqu'à la fin de son contrat. Comme il restait environ neuf mois à son abonnement de téléphonie résidentielle et d'internet haute vitesse, à 83 \$ par mois, la pénalité s'élevait à 328 \$.

Mais Télébec a décidé de réduire cette somme de moitié, à la suite de la plainte de son client. M. Fillion a accepté de verser les 164 \$. « Mais je trouve ces frais de résiliation extrêmement déraisonnables », dit-il.

Interpellé par *La Presse*, Télébec a d'abord expliqué que ces frais de résiliation étaient conformes à son « tarif général » disponible sur son site web. Dans ce volumineux document, on peut lire que les clients qui partent avant la fin de leur contrat doivent verser « des frais de résiliation équi-

valant à la moitié du montant des frais restants pour la partie non écoulée de la période minimale du contrat ».

« C'est ce tarif que l'on suit et qui est approuvé par le CRTC qui nous régleme », a expliqué Paul Lacoursière, porte-parole de Télébec.

Pourtant, les modifications apportées à la Loi sur la protection du consommateur (LPC) font en sorte que les sociétés de télécommunication n'ont plus le droit d'imposer de tels frais, depuis le 30 juin dernier.

Les nouvelles règles visent la téléphonie cellulaire et résidentielle, la télédistribution par câble ou satellite et les services d'accès à internet, souligne l'Office de la protection du consommateur (OPC).

Désormais, le client peut résilier son contrat à sa guise. Lorsque le client a un contrat d'une durée déterminée, comme M. Fillion, la société n'a pas le droit d'exiger une pénalité supérieure à 50 \$ ou 10 % de la valeur des services non rendus, selon le moindre des deux montants.

Toutefois, la pénalité peut être plus élevée si le client a reçu un cadeau essentiel à l'utilisation du service lors de la signature du contrat (ex.: un téléphone mobile, modem). Dans ce cas, l'indemnité ne

peut excéder la valeur du cadeau qui diminuera de façon linéaire, sur l'ensemble de la période du contrat.

Par exemple, si un client reçoit un téléphone de 300 \$ à la signature d'un contrat de trois ans, on ne peut lui demander une pénalité supérieure à 200 \$ après un an ou à 100 \$ après deux ans.

Mais ces nouvelles règles n'aident en rien M. Fillion, car elles s'appliquent seulement aux nouveaux contrats signés depuis juillet.

Toutefois, il est étonnant que Télébec n'ait pas modifié sur son site web son tarif et ses modalités de service qui prévoient notamment des frais de résiliation anticipée de 299 \$ pour mettre fin à un engagement de 36 mois pour un téléphone cellulaire.

Mais Télébec assure que ces règles ne s'appliquent qu'aux anciens contrats. Les nouvelles ententes respectent entièrement les nouvelles règles de la LPC. Elles seront bientôt ajoutées sur le site internet.

Voici d'autres modifications à la LPC qui touchent l'industrie des télécoms :

> Désormais, le commerçant doit fournir un contrat écrit avec une description détaillée des services fournis, rappelle l'OPC. Il doit indiquer clairement au début du contrat tous les renseignements essentiels

(ex.: tarif, restrictions, frais) plutôt que de les camoufler dans des clauses en petits caractères à l'endos.

> Le fournisseur n'a plus le droit de modifier un élément essentiel du contrat, en cours de route. S'il veut changer un élément secondaire, il doit aviser le consommateur 30 jours à l'avance, et lui permettre de résilier son contrat.

> Lorsque l'appareil fourni par le commerçant est défectueux, le fournisseur n'a plus le droit de facturer les services au client, sauf s'il lui a offert un autre appareil durant la période de réparation.

> Fini le renouvellement automatique. Pour des contrats de plus de 60 jours, le commerçant doit aviser le client par écrit avant de renouveler l'entente de service pour une autre période fixe.

Vous êtes tombé dans un piège? Vous souhaitez dénoncer des pratiques commerciales douteuses? Faites-nous part de vos problèmes de consommation. Écrivez-nous en fournissant vos coordonnées. Notre adresse :

À VOS AFFAIRES

La Presse / Rédaction, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec, H2Y 1K9
Notre courriel :
 avosaffaires@lapresseaffaires.com
 a/s Stéphanie Grammond
 514-285-7070

SOUS LA LOUPE

ACHAT D'UNE PROPRIÉTÉ PAR UN SEUL DES CONJOINTS

Une maman s'inquiète pour sa fille

MARC TISON

Hélène se préoccupe de sa fille Sarah.

« Ma fille de 26 ans veut s'acheter une propriété, dit-elle. Elle demeure avec son ami depuis environ un an et demi, mais elle a décidé d'acheter seule. »

« Par contre, ajoute-t-elle, il fera probablement les travaux nécessaires à la propriété. »

Sarah gagne 35 000 \$ par année. Après avoir travaillé tout l'été, à raison de 15 à 20 heures par semaine, son ami Hugo, âgé de 28 ans, est retourné aux études en septembre. Au terme de son cours, en avril prochain, il devrait toucher un salaire de 27 000 \$.

Sarah se rendra sous peu chez le notaire pour conclure la transaction. Pour le duplex acheté 230 000 \$, elle versera une mise de fonds de 25 000 \$, dont 15 000 \$ proviendront de son REER.

« S'ils demeurent ensemble plusieurs années, peut-il en réclamer une part? » s'inquiète Hélène.

Les préoccupations de la maman

Si une séparation survient, Hugo pourrait-il réclamer une part de la résidence?

La réponse de la notaire et planificatrice financière Guylaine Lafleur, de Bachand Lafleur Preston Groupe Conseil, est catégorique: s'ils demeurent conjoints de fait, non!

« Les dispositions relatives au patrimoine familial ou à la protection de la résidence familiale ne s'appliquent pas aux conjoints de fait », rappelle-t-elle.

Mais tout change dès qu'il y a un mariage ou union civile.

La partie du duplex servant à l'usage de la famille ferait alors partie du patrimoine familial, et sa valeur serait donc partagée entre les deux conjoints en cas

de dissolution de leur union. La partie locative à l'étage générerait aussi une valeur partageable si les deux conjoints sont unis selon le régime matrimonial de la société d'acquêts – le régime par défaut au Québec.

Voici où ça se complique: une partie de la propriété aurait été payée par Sarah avant le mariage, tant avec sa mise de fonds qu'avec le remboursement mensuel de capital. Il faudra déduire cette portion de la valeur partageable.

Un petit exemple permettra d'éclaircir un peu le concept (du moins, nous l'espérons).

Supposons que Sarah et Hugo se marient au moment où le duplex a atteint une valeur de 275 000 \$ et où le solde hypothécaire s'est abaissé à 175 000 \$. La valeur nette de l'immeuble est donc alors de 100 000 \$. Ce montant est la valeur acquise par Sarah au moment de l'union. Selon une mesure commune, 60 % est attribuable au domicile familial du rez-de-chaussée, soit 60 000 \$.

Le couple se sépare quelque temps plus tard, alors que la valeur de l'immeuble est élevée à 350 000 \$ et que le solde hypothécaire a fondu à 125 000 \$. La valeur nette est alors de 225 000 \$, dont 60 %, soit 135 000 \$, s'appliquent au domicile familial.

De ces 135 000 \$ partageables entre les ex-conjoints, il faut soustraire les 60 000 \$ que Sarah avait acquis au moment de l'union. Sarah a droit également à la plus-value que ces 60 000 \$ ont réalisée durant l'union, dans notre cas 16 362 \$. Sarah récupérera donc 76 362 \$, et les 58 638 \$ restants seront partagés en deux.

S'ils sont unis sous le régime de la société d'acquêts, un calcul similaire s'appliquera à la partie locative.

Voilà qui devrait rassurer Hélène.

Les préoccupations de sa fille

De son côté, Sarah nourrit des préoccupations presque opposées à celles de sa mère: en supposant qu'ils demeurent conjoints de fait, comment éviter que Hugo soit pénalisé, alors qu'il participera aux travaux de rénovation?

S'il contribue aux versements hypothécaires quand il recommencera à travailler, l'achat par Hugo d'une part de la propriété sera alors à considérer.

« Il n'est pas nécessaire que Sarah et son conjoint détiennent le duplex en parts égales », précise Guylaine Lafleur. Il faudra cependant reconnaître la part que Sarah aura alors déjà versée.

Encore un petit exemple. Supposons que, dans un an, la propriété vaut encore 230 000 \$ et que le solde hypothécaire s'établit à 200 000 \$. Sarah aurait alors acquis 30 000 \$ sur cette propriété. « Si Hugo achète alors 50 % du duplex, il devrait reconnaître devoir à Sarah la somme de 15 000 \$, soit la moitié de la valeur nette du duplex », explique Guylaine Lafleur.

Cette reconnaissance de dette pourrait être inscrite dans l'acte d'achat.

Comment cette dette serait-elle acquittée? Si elle n'est remboursée qu'au moment de la revente de l'immeuble, il faudra que Sarah récupère d'abord ses 30 000 \$ initiaux, augmentés d'un rendement équivalent à l'accroissement de valeur de la propriété. Le reste du produit de la vente sera ensuite partagé en deux.

Si le couple prévoit plutôt un remboursement progressif de la dette de 15 000 \$, on pourra ajouter aux paiements un taux d'intérêt – le taux d'inflation par exemple –, pour éviter que l'investissement initial de Sarah ne se déprécie au fil des ans.

Dans tous les cas de figure, une franche (et sans doute longue) discussion s'impose.

LA QUESTION

Hélène s'inquiète: sa fille Sarah achète une maison sans l'apport de son conjoint de fait. Celui-ci, qui contribuera aux rénovations, aura-t-il un droit sur la propriété en cas de séparation?

« Comment s'assurer que personne n'est lésé dans cette transaction? » – Hélène

LES PARAMÈTRES

Sarah, 26 ans

Revenus : 35 000 \$

Projet d'achat d'une propriété de 230 000 \$

Hypothèque : 205 000 \$

Mise de fonds : 25 000 \$, 15 000 \$ provenant du REER, 10 000 \$ provenant d'épargne

Hugo, 28 ans, présentement aux études

Revenus espérés en avril 2011 : 27 000 \$

Aucune participation dans l'achat de l'immeuble

LA RÉPONSE

Tant qu'ils demeurent conjoints de fait, le conjoint de Sarah n'a aucun droit sur la propriété. Mais dès lors qu'ils se marient ou s'unissent civilement, le partage du patrimoine acquis durant le mariage s'applique. C'est là que ça se complique.

« À défaut de reconnaître une plus-value attribuable à l'investissement initial de Sarah ou une forme de paiement d'intérêt, Sarah serait pénalisée du fait que son investissement, à cause de l'inflation, perdrait sa valeur au fil du temps. »

– Guylaine Lafleur, notaire et planificatrice financière, Bachand Lafleur Preston Groupe Conseil



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

ÉCRIVEZ-NOUS! Vous aimeriez qu'un planificateur financier examine votre situation? Investissement, immobilier, retraite, héritage, impôt, crédit, budget... Quelle que soit la nature de vos questions, écrivez-nous! Les dossiers retenus seront analysés par un spécialiste, dans le cadre de la chronique « Sous la loupe ».

VOICI NOTRE ADRESSE

À vos affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
 ou notre courriel : avosaffaires@lapresseaffaires.com

Est-ce la fin des beaux jours ?



CLAUDE
PICHER
CHRONIQUE

De tous les pays industrialisés, le Canada figure parmi ceux qui ont le mieux traversé la crise économique et financière.

Certes, le dernier budget du ministre Jim Flaherty faisait état d'un déficit record de 54 milliards de dollars, mais ce chiffre est artificiel; la moitié de ce déficit s'effacera de lui-même lorsque prendront fin les crédits votés pour faire face à la récession. Et la croissance économique plus robuste que prévu contribue aussi à résorber rapidement le déficit. Hier, le ministre des Finances a publié les résultats du mois de juillet: déficit de seulement 500 millions en juillet 2010, comparativement à 5,8 milliards en juillet 2009. Pour les quatre premiers mois de l'exercice, le déficit atteint 7,7 milliards cette année, comparativement à 18,3 milliards l'an dernier. Ces chiffres sont très encourageants.

Le marché du travail a évidemment été amoché, mais beaucoup moins que dans la plupart des autres pays industrialisés. Chose impensable il y a quelques années, le taux de chômage

aux États-Unis est maintenant supérieur à celui du Canada, il dépasse même celui du Québec.

Comment cela est-il possible?

C'est grâce à vous, chers lecteurs, et à des millions d'autres consommateurs comme vous.

Les dépenses des consommateurs, en particulier dans le secteur de l'immobilier, portent l'économie canadienne à bout de bras depuis des années. Ces dépenses, à elles seules, représentent plus des deux tiers de l'économie.

Or, cette semaine, une enquête de TNS Canada, maison spécialisée dans ce genre de recherche, nous a appris que le niveau de confiance des ménages a continué de baisser en septembre, ce qui confirme la tendance des derniers mois.

Une baisse de l'indice de confiance se traduit inévitablement par une baisse des ventes au détail, une stagnation ou même un recul de l'activité immobilière et, au bout du compte, un ralentissement économique.

Peut-on en conclure pour autant que l'économie cana-

dienne, à son tour, se dirige vers les mêmes misères qu'aux États-Unis?

Les commentaires des experts, en tout cas, ne sont pas rassurants. Michael Antecol, vice-président de TNS Canada, annonce des «jours difficiles». Derek Holt, économiste de la Banque Scotia, croit que la bonne performance de l'économie canadienne est «une histoire qui achève». Brrrrrrrrrr!

Il est encore beaucoup trop tôt pour les prévisions sombres, mais le fait est que la baisse de l'indice de confiance des ménages arrive à un bien mauvais

moment. Surtout, cette mauvaise nouvelle vient coiffer deux autres situations foncièrement dangereuses: la détérioration de la balance commerciale et la détérioration des finances publiques des provinces.

Si l'économie canadienne a bien supporté cet effondrement, c'est justement à cause de l'économie intérieure. Autrement dit, les consommateurs canadiens ont pris la relève des clients américains, ce qui a permis à l'économie de continuer à tourner. Tout indique par ailleurs que les États-Unis ne sont pas sortis du bois. Le marché américain risque donc de demeurer sec pendant un certain temps. À partir du moment où l'indice de

confiance des ménages canadiens continue de chuter, il y a certainement de quoi s'inquiéter.

Le Canada traîne un autre boulet: ce sont les finances publiques provinciales. Les provinces ne peuvent pas résorber leurs déficits aussi facilement que le fédéral. Aucune d'entre elles, jusqu'à présent, n'a réussi à maîtriser l'explosion des coûts de santé, qui continuent de grimper trois ou quatre fois plus vite que l'inflation. C'est une situation intolérable. À l'exception de la Saskatchewan, toutes les provinces sont en déficit cette année, y compris la riche Alberta. La situation est particulièrement critique en Ontario, qui a déclaré un déficit record de 20 milliards l'an dernier, et de plus de 21 milliards cette année (au Québec, le ministre Raymond Bachand a prévu un déficit de 4,3 milliards).

Dans une récente étude sur l'économie canadienne, l'Organisation de coopération et de développement économique s'étend longuement sur cette question. Elle observe, entre autres choses, qu'en matière de dépenses publiques de santé, le Canada n'en a pas pour son argent. Autrement dit, il y a assez d'argent dans le système, mais il est mal géré.

Si on en juge d'après la volte-face du ministre Bachand, qui vient d'abandonner l'idée d'un ticket modérateur, ce n'est pas demain la veille que le problème sera réglé.

À partir du moment où l'indice de confiance des ménages canadiens continue de chuter, il y a certainement de quoi s'inquiéter.

EN BREF

La rémunération augmente au Canada

La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles a augmenté de 3,9% au Canada entre juillet 2009 et juillet 2010. Elle a atteint 855,66\$. Statistique Canada affirme qu'il s'agit de la hausse la plus importante d'une année à l'autre depuis février 2008. La croissance a été égale ou supérieure à la moyenne nationale dans l'hébergement et les services de restauration, dans les services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement, dans les services professionnels, scientifiques et techniques, dans la fabrication et dans le commerce de détail. La rémunération sur 12 mois a augmenté dans la plupart des provinces. La hausse est de 4,7% en Ontario et de 1,9% au Québec. Une baisse de 0,1% a cependant été enregistrée au Nouveau-Brunswick. Quant au nombre total d'heures travaillées par les salariés et les employés rémunérés à l'heure, il a augmenté de 0,5%. Le nombre moyen d'heures travaillées par les employés rémunérés à l'heure et les salariés était inchangé, se fixant à 32,9 heures par semaine.

— La Presse Canadienne

La faiblesse de l'économie américaine inquiète Mark Carney

Le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, estime que la faiblesse de l'économie américaine représente une «certaine inquiétude» pour le Canada, même si le marché intérieur renoue avec ses sommets pré-récession au chapitre de la production et de l'emploi. Le gouverneur s'exprimait ainsi lors d'une apparition, hier, sur la chaîne américaine spécialisée en économie CNBC afin de discuter de la situation financière du Canada. Il a insisté sur le fait que la faiblesse de l'économie américaine pourrait avoir un impact négatif sur croissance économique canadienne puisque les États-Unis sont le principal partenaire commercial du Canada. Si la Réserve fédérale américaine doit injecter davantage de fonds pour relancer son économie en difficulté, le Canada devra «en subir directement les conséquences», a indiqué M. Carney. Cela pourrait amener le Canada à ajuster sa politique monétaire — notamment ses taux d'intérêt —, a-t-il ajouté. M. Carney a également affirmé que la politique monétaire canadienne avait été «extrêmement accommodante».

— La Presse Canadienne

LA PRESSE AFFAIRES MAGAZINE



Exclusivement dans La Presse lundi.

Ne manquez pas le magazine économique conçu par l'équipe du cahier La Presse Affaires.

À lire dans cette édition:

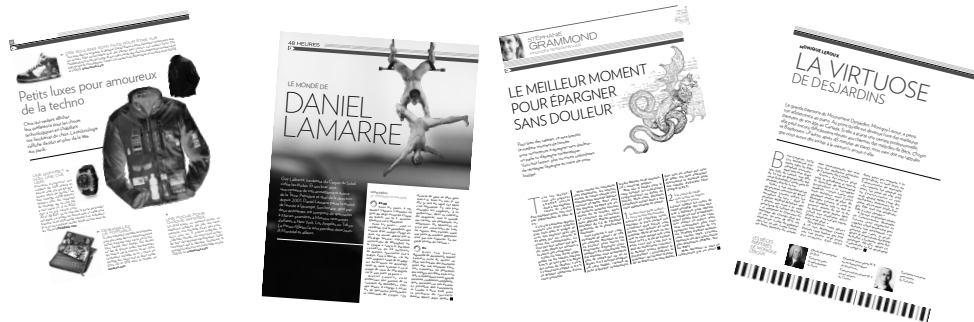
TECHNO
la veste du technophile extrême

LE MONDE DE DANIEL LAMARRE
homme d'affaires et globe-trotter. Suivez-le!

FINANCES PERSONNELLES
le meilleur moment pour épargner sans douleurs

DOUBLE VIE
Monique Leroux a préféré les chiffres à Chopin

Aussi, les chroniques Vins et Voyage



LA PRESSE AFFAIRES MAGAZINE, un autre regard sur le monde des affaires.

LA PRESSE

Ameublement de bureau modulaire

~~3855\$~~
Tel quel
***993\$** *Exemple de prix par poste, groupe de 4 postes

Teknion • Steelcase • Artopex • Boulevard • Etc.

514 **937-1117**
www.reseaub.com

Avis de qualité

Ministère du Revenu

Successions non réclamées

Le ministre du Revenu du Québec fait connaître, par la publication de cet avis, qu'il a maintenant la responsabilité de liquider des successions ou d'administrer des biens qui n'ont pas été réclamés, pour les personnes mentionnées ci-dessous.

Vous souhaitez obtenir de l'information, faire une réclamation ou avoir accès à l'ensemble des biens non réclamés? Consultez le registre des biens non réclamés dans le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse www.revenu.gouv.qc.ca, ou communiquez avec la Direction principale des biens non réclamés, au 1 866 840-6939. Si vous croyez être l'héritier d'une succession ou avoir le droit de réclamer un bien, la procédure à suivre pour faire votre réclamation ainsi que les honoraires qui s'appliquent vous seront expliqués. Ces honoraires seront déduits du montant que vous réclamez. Lors de votre démarche, vous devrez prouver hors de tout doute que vous êtes bien le propriétaire, l'héritier ou l'ayant droit de la succession ou des biens que vous réclamez. Notez que le règlement d'une succession exige des délais qui varient selon la complexité du cas et qui peuvent s'échelonner sur plusieurs mois.

Par ailleurs, vous pourriez être approché par un *chercheur d'héritier* (personne ou entreprise dont l'activité consiste à trouver les personnes qui ont droit à un héritage). Sachez que ces personnes peuvent exiger des honoraires élevés, que vous devez parfois payer avant même d'accéder aux renseignements préliminaires concernant l'héritage. Notez que le ministre du Revenu du Québec n'est aucunement responsable des frais que vous pourriez engager auprès d'un *chercheur d'héritier*.

Selon l'article 794 du Code civil du Québec, le ministre du Revenu du Québec dresse un inventaire des successions non réclamées au paragraphe 1 du présent avis. Sur demande écrite d'une personne intéressée (héritier, légataire, créancier possédant un document à l'appui), une copie de l'inventaire pourra lui être transmise.

Le ministre du Revenu du Québec remettra les biens administrés aux propriétaires et aux ayants droit qui se manifestent dans les délais prescrits. Pour réclamer une succession, tout héritier ou ayant droit dispose, en principe, d'un délai de dix ans, à compter de la date d'ouverture de la succession. Pour tout autre bien, le délai de réclamation est illimité, sauf dans le cas des sommes dont le montant est inférieur à 500 \$. Pour ces dernières, le droit de réclamation est limité à dix ans, à compter de leur remise au ministre des Finances.

Le ministre du Revenu du Québec agit conformément aux dispositions de l'article 32 de la Loi sur le curateur public et de l'article 699 du Code civil du Québec.

Note : Les appellations, les dénominations ou les noms figurant dans les listes publiées dans cet avis sont écrits comme ils ont été transmis par les différents détenteurs au moment de la remise des biens ou des produits au ministre du Revenu du Québec.

1. Successions non réclamées

Nom	Domicile	Date du décès			
ALBERT, Rémi	220, rue Kennedy Nord, Sherbrooke	2007-04-08	DURAND, André-François	Foyer du Bonheur, 125, boulevard Lionel-Émond, Gatineau	2007-04-09
ALIMONOS, Christos	5770, avenue Christophe-Colomb, appartement 6, Montréal	2006-12-27	DUROCHER, Jonathan	1140, rue du Lac-de-Mai, Laval	2007-05-23
ALLARD, André	735, rue Tessier Est, Saint-Casimir	2006-09-16	DUROCHER, Pierre	11950, rue Grenet, appartement 205, Montréal	2007-02-27
ALLARD, Francine	5990, rue Beurling, appartement 4, Verdun	2007-02-17	DUTILLY, Alain	Centre hospitalier de Granby, 205, boulevard Leclerc Ouest, Granby	2007-06-20
ARSENAULT, David	2110, avenue D'Assise, appartement 107, Québec	2008-01-21	EKENCHUCK (EKEMCHUCK), Hélène	292, rue Arcand, Trois-Rivières	2006-11-20
AUCLAIR, Dominique	425, rue Saint-Germain Est, Rimouski	2006-11-30	EL HAILI, Khalid	1000, rue Lawlor, appartement 710, Saint-Laurent	2007-06-17
BAILEY, Lillian	5155, rue Sainte-Catherine Est, Montréal	2007-08-08	ÉTHIER, Georges-Oscar	540, boulevard Charest Est, appartement 620, Québec	2007-04-16
BARCK, Lucille	Cité des Retraités, 6555, rue de Pontoise, appartement 1-105, Montréal	2006-08-27	FAUTEUX, Jean-Paul	Hôpital Maisonneuve-Rosemont, 5415, boulevard de l'Assomption, chambre 41, Montréal	2007-10-03
BARRON, Robert	915, rue Moffat, Verdun	2007-02-07	FAVREAU, Jeannine	55, rue Saint-André, Beauharnois	2007-10-24
BARUCH, Odette	CHSLD juif de Montréal, 5750, rue Lavoie, Montréal	2007-01-30	FENLON, Lucille	275, avenue Brittany, Mont-Royal	2007-01-02
BASTIEN, Marcel	1993, boulevard Rosemont, Montréal	2007-12-19	FILION, Rose	Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-Maurice, 885, boulevard Ducharme, La Tuque	2007-01-03
BAZINET, Paul	13300, rue Forsyth, Montréal	2007-02-25	FLETMEYER, Klaus	Édifice Montmorency, 1105, rue Richmond, appartement 208, Montréal	2007-03-29
BEALE, Henry	3931, rue Lakeshore Drive, Rawdon	2007-10-22	FORGET, Colette	778, rue Ross, Prévost	2007-08-08
BEAUCHAMPS, Michel	Résidence Verdun, 5600, boulevard LaSalle, Verdun	2007-05-05	FORGET, Glorienne	4194, rue De Bullion, appartement 34, Montréal	2006-10-10
BEAUDIN, Jeannette	Résidence Yvon-Brunet, 6250, avenue Newman, appartement 333a, Montréal	2007-03-07	FORTIER, Yvon	3710, rue de Mayfair, Saint-Hubert	2007-07-19
BEAUGIEN, Henri-Paul	934, rue Sainte-Ursule, appartement 1, Trois-Rivières	2007-12-08	FORTIN, Raymond	4251, avenue De Lorimier, appartement 4, Montréal	2007-06-10
BEAULIEU, Vincent	Adresse inconnue	2006-12-27	FOURNIER, Aurélien	35, rue Plante, Mont-Saint-Hilaire	2007-02-11
BEAUVAIS, Michel	4750, rue Ontario Est, appartement 403, Montréal	2007-09-19	FOURNIER, Ginette	325, rue Chandonnet, Repentigny	2007-09-13
BEDARD, Normand	20, rue Marie-Elizabeth, appartement 1, Saint-Jean-sur-Richelieu	2006-11-17	FRANKLIN, Tanya	2555, rue du Mans, Mascouche	2006-11-21
BÉLAND, Jacqueline	2263, rue Tillemont, Montréal	2006-11-26	GADOURY, Pierre	984, avenue Bethany, Lachute	2006-09-10
BÉLAND, Lucien	Centre hospitalier Jacques-Viger, 1051, rue Saint-Hubert, Montréal	2006-11-28	GAGNÉ (LAMBERT), Irène	94, rue Saint-Paul, Drummondville	2006-10-17
BÉLANGER, Damien	Résidence Ste-Dorothée, 350, boulevard Samson, Laval	2006-09-24	GAGNÉ, Oscar	564, rue Jacques-Cartier, Chandler	2006-09-27
BENSMIHEN, Albert Armand	1068, rue Saint-Timothée, Montréal	2007-02-20	GAGNÉ, Serge	6472, rue Saint-Dominique, appartement 9, Montréal	2007-01-15
BERGERON, Irène	895, route Louis-Cyr, Saint-Jean-de-Matha	2006-10-10	GAGNÉ, Valentine	Foyer de Clermont inc., 6, rue du Foyer, Clermont	2006-12-11
BERGERON, Pauline	CHSLD Champlain-Manoir de Verdun, 5500, boulevard LaSalle, Verdun	2007-02-07	GAGNON J., David	5795, rue Eadie, appartement 3, Montréal	2007-03-05
BERNIER, Liliane	10069, boulevard Henri-Bourassa, Québec	2006-10-09	GAGNON, Agathe	730, rue Dawson, appartement 208, Dorval	2007-10-15
BERNIER, Lorraine	339, rue des Dominicaines, Matane	2007-04-18	GAGNON, Denis	66, rue Saint-Charles, appartement 15, Granby	2006-09-17
BERNIQUEZ, Lise	3547, rue Ontario Est, Montréal	2007-02-14	GAGNON, Frédéric	4255, 47 ^e Rue, appartement A, Montréal	2007-10-12
BERTELHANN, Uwe	5029, rue Jeanne-Mance, appartement 1, Montréal	2007-02-03	GAGNON, Jacques	Résidence Champlain, 6020, boulevard Joseph-Renaud, appartement 323, Anjou	2006-12-07
BERTRAND, Brigitte	65, 56 ^e Avenue Ouest, Blainville	2007-05-16	GAGNON, Marie-Josée	Centre hospitalier de Charlevoix, 74, rue Ambroise-Fafard, Baie-Saint-Paul	2007-05-05
BERTRAND, Jeanne	15150, rue Notre-Dame Est, Montréal	2007-05-19	GALGANOV, Ann	Hôpital Victoria, 5725, avenue Victoria, Montréal	2007-05-05
BÉRUBÉ, Léonide	3787, rue Vincent, Jonquières	2007-04-10	GARIÉPY, Bénédicte	4410, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval	2006-09-07
BÉRUBÉ, Lina	243, 1 ^{er} Rue, Shawinigan	2007-03-04	GARIÉPY, Daniel	594, chemin de la Canadière, Québec	2007-07-21
BILODEAU, André	1270, rue Saint-Christophe, appartement 2, Montréal	2006-11-19	GAUDREAU (LEDUC), Marie-Claire	199, route 321, Papineauville	2007-07-15
BILODEAU, Clément	542, 5 ^e Rue Ouest, appartement 22, Amos	2007-04-26	GAUDREAU, Raymond	456, rue Fournier, appartement 9, Saint-Jérôme	2006-12-30
BILODEAU, Raymond	3800, boulevard Fontenelle, appartement 202, Québec	2007-04-21	GAUTHIER, Jules	8220, rue Saint-André, Montréal	2006-09-26
BINETTE, André	616, rue Hugues, Laval	2007-04-01	GAUTHIER, Lucille	1680, avenue de Dieppe, Saint-Hyacinthe	2007-02-03
BLACKBURN, Martin	6455, place De Lesseps, appartement 5, Montréal	2007-06-06	GAUVREAU, Lucienne	315, rue Flamand, appartement 606, Joliette	2007-03-15
BLAIN, Aurore	150, boulevard Saint-Luc, appartement 601b, Saint-Jean-sur-Richelieu	2007-03-21	GÉLINAS, Fernand	942, rue Giguère, Shawinigan	2007-03-05
BLAIR, John	12405, boulevard Rolland, appartement 5, Montréal-Nord	2006-12-09	GENDRON, Jean Claude	670, rue Joseph-Fortier, appartement 4, Saint-Jérôme	2006-11-27
BLAIS, Louis	313, 4 ^e Rue, Theftford Mines	2006-12-21	GENIN-SARRAZIN, Alexandre	1683, rue Joliette, Montréal	2007-11-11
BLANCHET, Benoit	1925, avenue Pratte, appartement 314, Saint-Hyacinthe	2006-12-15	GIBEAU, René	297, rue Pierre-Laporte, Terrebonne	2007-02-15
BLEAU, René	7, rue Saint-Louis, Saint-Bernard-de-Lacolle	2007-11-08	GILBERT (LESSARD), Céline	590, boulevard Renault, appartement 114, Beauceville	2007-04-22
BOISVERT, Lucille	5000, avenue Albert-Tessier, Shawinigan	2007-02-07	GILBERT, Thérèse	2300, rue Nicolet, Montréal	2007-05-04
BOIVIN, David	43, rue Guay, Trois-Rivières	2007-06-29	GINGRAS, Richard	4560, montée Saint-Hubert, Saint-Hubert	2007-02-16
BOLDUC, Jeannine	19, rue Saint-Aubert, appartement 104, Québec	2007-11-16	GIROUX, Réjean	Hôpital général juif, 3755, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal	2006-12-09
BOLDUC, Napoléon	2545, rue Bécancour, Lyster	2007-08-14	GIROUX, Roger	1714, rue Westgate, appartement A, Longueuil	2007-01-05
BOLDUC, Serge	Centre Rouville, 300, rue du Docteur-Poulin, Marieville	2007-06-14	GLADU, Réal	15411, boulevard du Curé-Labelle, Labelle	2007-04-29
BOMBARDIER, Serge	332, rue Rébec, L'Île-Perrot	2006-10-20	GODBOUT, Sylvie	406, 3 ^e Avenue, Asbestos	2007-09-05
BONENFANT, Guy	1446, rue Nicolet, Montréal	2007-04-19	GODIN, Blanche	Institut universitaire en santé mentale de Québec, 2601, chemin de la Canadière, Québec	2006-11-27
BOUCHARD, Hélène	Hôpital Louis-H. Lafontaine, 7401, rue Hochelaga, Montréal	2007-07-12	GODIN, Marie-Diane	1890, boulevard René-Laennec, Laval	2006-10-23
BOUCHARD, Jonathan	10, rue Beaudry, Saint-Alphonse-Rodriguez	2007-09-01	GOSSELIN, Desneiges	Les Jardins Angevins, 7750, boulevard Châteauneuf, appartement 305, Anjou	2006-08-24
BOUCHARD, Marie-André	2365, 30 ^e Avenue, Drummondville	2006-11-26	GOUDREAU (GOUDREAULT), Georges	3009, rang de la Chaloupe, Sainte-Élisabeth	2006-11-25
BOUCHARD, Roger	Résidence Hôpital général de Québec, 260, boulevard Langelier, appartement 3001, Québec	2007-09-06	GOULET, Gérard	8, rue De Courval, Victoriaville	2006-11-18
BOUCHER, Fernand	1000, boulevard Sainte-Anne, Saint-Charles-Borromée	2006-12-22	GRÉGOIRE, Roger	550, rue Varennes, appartement 308, Longueuil	2007-08-19
BOUDREAU, Carol	3875, boulevard Fontenelle, appartement 1, Québec	2006-11-06	GRENIER, Réal	2865, avenue Jeanne-d'Arc, Montréal	2007-01-11
BOULANGER, Wilfrid Joseph	Place Saint-Marc, 1280, rue Saint-Marc, appartement 810, Montréal	2007-01-15	GRIGNON, Jacqueline	1901, rue Claude, appartement 259, Longueuil	2006-12-19
BOULET, Gérard	120, rue Rousseau, East Angus	2007-01-11	GROLAUX, Lucie	341, chemin du Fleuve, Coteau-du-Lac	2006-09-13
BOULIANNE, Michel	958, 4 ^e Avenue, Val-d'Or	2007-01-11	GROLEAU, Bernard	1525, rue Ozanam, appartement 3, Québec	2006-10-30
BOUTIN, Louise	60, chemin Saint-François-Xavier, appartement 314, Candiac	2007-04-01	GUAY, Michel	3742, rue Saint-Hubert, Montréal	2007-06-28
BOYER, Rita	3055, boulevard des Trinitaires, appartement 508, Montréal	2007-03-28	GUÉRIN, Jeannine	CLSC Ste-Rose, 280, boulevard du Roi-du-Nord, Laval	2006-11-05
BRASSARD, Armand	354, rue de Monaco, Saint-Eustache	2006-08-22	HACHEY, Léandre Jr.	6956, rue Alma, appartement 4, Montréal	2006-09-25
BRASSARD, Hélène	672, 18 ^e Avenue, Lachine	2006-08-24	HAMEL, Edward William	4718, rue Saint-Félix, Saint-Augustin-de-Desmaures	2006-12-17
BRIEN (DESLANDES), Flore	Résidence Angelica, 3435, boulevard Gouin Est, Montréal-Nord	2007-05-24	HAMEL, François	22, rue D'Auteuil, Theftford Mines	2007-04-07
BRISSETTE, Line	14345, rue Montmartre, appartement 3, Montréal	2007-03-29	HAMELIN, Marie-Jeanne	8600, boulevard Marie-Victorin, Brossard	2007-10-17
BROSSEAU, Maximilien	5840, rue Alphonse, appartement 3, Brossard	2006-11-30	HAMPL, Irena Ida	3797, boulevard Décarie, appartement 404, Montréal	2007-04-10
BURASZ, Olga-Elsa	771, rue Principale, Saint-Liguori	2006-09-17	HANLEY, Phyllis Adèle	377, rue Principale, Lachute	2006-10-28
BUSH, William	181A, rue Brière, Saint-Jérôme	2007-10-21	HARNETT (LEBLANC), Edna	3500, rue Beaubien Est, appartement 137, Montréal	2007-06-14
CADIEUX, Françoise	Jardins Mont-Bleu 3, 175, boulevard du Mont-Bleu, appartement 302, Gatineau	2007-03-18	HARNOIS, Manon	64, 9 ^e Avenue, appartement B, Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2007-01-16
CAISSIE (CASSIE), Louis	243, rue Pelletier, Boisbriand	2007-02-21	HARVEY, Laura	7, rue Duchesne, La Malbaie	2006-08-21
CAJELAIS, Robert	2300, rue Nicolet, Montréal	2006-12-01	HEALY, Gérald	4100, avenue De Lorimier, Montréal	2007-11-03
CAMPBELL, Médéric Paul	97, rue Principale, appartement A, Saint-Aimé-des-Lacs	2007-03-07	HILLMAN, Serge	3130, rue Ontario Est, appartement 3, Montréal	2007-08-08
CAOUCETTE, Guy	IGCS, pavillon d'Youville, 1036, rue Belvédère Sud, Sherbrooke	2007-04-20	HOFSTAEDTER, Arthur	Résidence Yvon-Brunet, 6250, avenue Newman, Montréal	2007-04-04
CARDIN, Ernest	1440, rue Dufresne, Montréal	2007-04-30	HURCOMB, Douglas	7650, rue Lespinay, appartement 1526, Saint-Léonard	2006-08-28
CARDINAL, Rita	50, rue De La Colombie Ouest, Québec	2006-10-06	HURON, Denise	105, rue Hermine, Québec	2007-02-06
CARPENTIER, Renaud	2845, boulevard Rosemont, appartement 3, Montréal	2007-09-02	IMBEAULT, Brigitte	106, rue Saint-Germain Est, appartement 5, Rimouski	2006-10-23
CARRIÈRE, Lisette	5, rue Claude, Repentigny	2007-04-04	JACQUES, Jean-Charles	6970, avenue du Parc, appartement 21, Montréal	2007-06-23
CHABOT, Mario	425, 13 ^e Rue, Québec	2006-11-16	JACQUES, Michel	609, rue Bourbonnière, Granby	2007-01-01
CHAREST, Richard	4321, rue De La Roche, appartement 112, Montréal	2007-11-04	JOLICOEUR, Gilberte	3966, boulevard Rosemont, Montréal	2007-03-09
CHARLES, Réal	1432, avenue De La Salle, Montréal	2006-10-23	JOLIN, Audrey	92, rue Philippe-Boucher, appartement 312, Lévis	2006-09-09
CHARRETTE, Gabrielle	66, rue Saint-Hubert, appartement A, Châteauguay	2006-12-26	JUBINVILLE, Réal	4700, chemin de la Lièvre Nord, Mont-Laurier	2007-07-04
CHARTIER, Marielle	291, chemin Lavigne Est, Rouyn-Noranda	2007-02-16	JUMEAU, Marcel	Les Résidences Laurendeau, Légaré, Louvain, 1725, boulevard Gouin Est, Montréal	2006-09-03
CHARTRAND, Pierre	2004, rue Saint-Christophe, appartement 1, Montréal	2007-01-14	KOLBA, Mykola	200, rue Principale, Cowansville	2007-05-25
CHELNER, Claudette	865, rue Arthur-Normand, appartement 11, Joliette	2007-01-18	KOUP, Enrico	9292, rue Centrale, LaSalle	2007-01-28
CHOMCZYNSKA, Teresa	5330, avenue Westmore, Montréal	2006-09-14	KREMER, Jean-Paul	595, avenue Duclou, appartement 10, Saint-Hyacinthe	2006-10-11
CINQ-MARS, Emmanuel	45, rue du Pavillon, Saint-Jérôme	2007-07-18	LABELLE, Jacques	212, rue Ellice, appartement 2, Salaberry-de-Valleyfield	2007-08-04
CLÉMENT, Yves	2275, rue Labelle, appartement 205, Longueuil	2007-03-13	LABELLE, Jean	2807, rue Ontario Est, Montréal	2007-04-09
CLEMENTS, Ernest	6353, rue Arthur-Chevrier, appartement 7, Montréal-Nord	2007-01-22	LABINE, Rosario	583, rue Sainte-Thérèse, Joliette	2007-03-23
CLOUTIER, Jean	10350, route Marie-Victorin, Contrecoeur	2006-11-24	LABRECQUE, Jean-Claude	2830, boulevard Rosemont, appartement 2, Montréal	2007-02-14
CLUXTON, Chester	Centre hospitalier de Lachine, 650, 16 ^e Avenue, Lachine	2007-09-24	LABRECQUE, Maurice	7425, rue de Trinidad, Brossard	2007-03-05
COMEAU, Yvonne	52, chemin de la Beauce, Beauharnois	2007-03-29	LABRIE, René	169, rue Debussy, Châteauguay	2007-01-19
COMTOIS, Gilles	3559, rue Ontario Est, appartement 9, Montréal	2007-07-29	LACHANCE, Raymond	La Champenoise, 990, rue Gérard-Morisset, appartement 700, Québec	2007-04-12
CORBEIL, Pauline	678, boulevard Sainte-Rose, Laval	2006-12-29	LACOMBE, Jean-Guy	Centre hospitalier Jacques-Viger, 1051, rue Saint-Hubert, appartement B 405-1, Montréal	2006-10-26
CORBEIL, René	504, rue Latour, Saint-Jérôme	2007-02-19	LAFAILLE, Jacques	15, rue Pratt, appartement 217, Longueuil	2006-12-19
CÔTE, Gilles	243, rue Balsam, Gatineau	2007-08-24	LAFLAMME, Gilles	Centre d'hébergement de Saint-Henri, 5205, rue Notre-Dame Ouest, Montréal	2007-02-26
CÔTE, Huguette	2763, avenue Royale, Saint-Charles-de-Bellechasse	2006-12-18	LAFOND, Thérèse	650, rue Sylvie, appartement 13, Laval	2006-12-14
CÔTE, Paul-Émile	4445, rue Bourassa, Saint-Hubert	2006-12-18	LAGODNY, Anna	4410, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval	2007-07-20
CRÉPEAU, Jean	687, avenue des Pins Ouest, Montréal	2007-05-04	LAGUEUX, Rolland	145, 6 ^e Rang, Sainte-Rose-de-Watford	2006-09-01
CROUSSETTE (CROUSSETT) (CROUSSET), Jean (John)	1420, rue Dero, Saint-Calixte	2007-05-04	LAHAIE, Jacques	70, rue Saint-Onge, appartement B, Gatineau	2006-09-22
DAGENAIS, France	685, avenue De Salaberry, Québec	2006-10-16	LAJOE, Ange-Émile	2915, boulevard Laframboise, chambre 423, Saint-Hyacinthe	2007-03-29
DAIGLE, Roger	C.P. 53014, CSP de la Canadière, Québec	2007-02-16	LAJOE, Jean (Joseph)	775, rue Sainte-Ursule, appartement 17, Trois-Rivières	2007-02-15
DAIGNEAULT, Benoit	Le Manoir Outremont, 1000, avenue Rockland, appartement 503, Outremont	2006-12-08	LALONDE (GAUTHIER), Marie	158, rue Jeannette, Laval	2006-08-28
DANIS, Ronald	55, avenue Hochar, Saint-Sauveur	2007-01-27	LAMBERT, Hélène	1870, boulevard Pie-IX, Montréal	2006-11-26
D'ANJOU, Charles	6331, rue De Saint-Vallier, appartement 1, Montréal	2007-02-01	LANDRY, Bruno	1376, rue Dumas, Saint-Félicien	2007-01-27
D'Aoust (VICTORIN), Jean	166, rue de Saturne, appartement 3, Châteauguay	2007-10-22	LANDRY, Élisabeth	Le Maisonneuve 111, 1645, boulevard de Maisonneuve Ouest, appartement 406, Montréal	2007-07-24
DAOUST, Ginette	275, rue Lavallée, Granby	2007-04-24	LANDRY, Lauretta	8045, rue A.-A.-Desroches, appartement 2, Montréal	2008-01-01
DAVID, Linda	253, rue Bourque, Saint-Marc-des-Carières	2006-09-17	LANGÉVIN, Yvon	15920, rue Notre-Dame Est, chambre 303, Montréal	2006-10-19
DE SÈVE, Camille	2530, rue De Lorimier, Longueuil	2006-11-12	LAPALME, Micheline	500, avenue de Balmoral, La Prairie	2007-09-30
DEBORDEAUX, Suzanne	6910, rue Boyer, Montréal	2006-08-16	LAPORTE, Georges	294, rue Sainte-Catherine, appartement 9, Montréal	2007-01-29
DÉPELTEAU, Normand	377, rue Laurier, appartement A, Saint-Jean-sur-Richelieu	2006-12-19	LAPORTE, Yvette	1050, rue Dubois, appartement 30, Acton Vale	2007-01-16
DEROSE, Marie	105, rue Hermine, Québec	2007-01-09	LAQUERRE, Armand	1020, rue Guertin, appartement 3, Belœil	2007-06-19
DEROY, Lise	9300, rue Sainte-Claire, appartement 102, Montréal	2006-08-22	LARIVIÈRE, Michel	853, 11 ^e Rue, Saint-Jérôme	2006-12-16
DESBIEANS, Harold	214, rue Saint-Edmond, Rimouski	2007-08-15	LAROCQUE, Aurore	206, rue Carpentier, Gatineau	2007-02-23
DESCHESNES, Marguerite	33, rue Froment, Gatineau	2007-11-06	LAROSE, Yvon	204A, rue de Notre-Dame-de-l'Île, Gatineau	2006-11-04
DESGROSEILLIERS, Maurice	275, rue Marquette, appartement 6, Sherbrooke	2007-08-13	LAROUICHE, Richard	72, rue Lafrance, Québec	2007-01-15
DESJARDINS, Paul	428, rue du Baron-Louis-Empain, Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2007-05			

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS

CASILOC
INC.

APPELS D'OFFRES

LOT 2212 - EXCAVATION, REMBLAI ET PIEUX / RDL ET ENTRÉE UNIQUE

LOT 2218 - STRUCTURE D'ACIER / RDL, ENTRÉE UNIQUE & SALLE MÉCANIQUE 7^e ÉTAGE

LOT 2438 - CHAUFFAGE ET REFRIGÉRISSSEMENT / PAVILLON DE LA FRANCE

TRAVAUX DE MODERNISATION AU CASINO DE MONTRÉAL

Les entrepreneurs peuvent obtenir de l'information sur ces appels d'offres en visitant le site internet de l'entreprise : www.casiloc.com

Travaux public et Services gouvernementaux Canada / Public Works and Government Services Canada

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS SUR LA DISPONIBILITÉ DE LOCAUX À BUREAUX À LOUER DANS LA VILLE D'AMOS (QUÉBEC)
Dossier n° 522490

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada souhaite obtenir des renseignements, au plus tard le 13 octobre 2010, sur des locaux à louer dans des immeubles d'Amos, dont la date de début de location se situe le ou vers le 1er septembre 2011, pour une période de 10 ans.

Pour répondre à cette demande de renseignements et en voir la version intégrale, veuillez consulter www.merx.com sous la rubrique « Services : Location à bail ou location d'installations immobilières », ou téléphoner à Francine Côté, agente principale de location, au 514-496 3851.

Canada

AÉROPORTS DE MONTRÉAL

APPEL DE PROPOSITIONS

N° 3D-5512-10-086

Solution de comptage des passagers et évaluation des files d'attente

Les soumissionnaires peuvent obtenir plus d'informations sur cet appel de propositions, disponible en anglais seulement, en visitant le site Internet d'ADM à www.admtl.com.

CENTRE DOLLARD-CORMIER
Institut universitaire sur les dépendances

SÉANCE PUBLIQUE D'INFORMATION

Le président du conseil d'administration, M. Jean-Marie Thibault, et la directrice générale, Mme Madeleine Roy, ont le plaisir d'inviter la population de la région de Montréal à une séance publique d'information.

DATE: 25 octobre 2010
HEURE: 16 h
LIEU: CENTRE DOLLARD-CORMIER - IUD
950, rue de Louvain Est
Salle Multifonctionnelle, E-105
Montréal (Québec) H2M 2E8

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE
(paragraphe 102(4) de la Loi)

Dans l'affaire de la faillite de **4425529 Canada Inc.**

Avis est par la présente donné que la faillite de 4425529 Canada Inc., de 5300, Chemin de la Côte-Saint-Luc, bureau 503, Montréal, Québec, H3X 0A3, est survenue le 20 septembre 2010, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 5 octobre 2010, à 14 heures, au 5, Place Ville Marie, 8^e étage, dans la ville de Montréal dans la province de Québec.

RSM Richter Inc.
2 Place Alexis Nihon, bureau 1820
Montréal (Québec) H3Z 3C2
Téléphone : 514.934.3497
Télécopieur : 514.934.3504

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL
NO : 500-22-167802-100 COUR DU QUÉBEC (Chambre civile)

BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA
Partie demanderesse

ROBYN RYAN, de résidence inconnue
Partie défenderesse

ORDONNANCE PAR ORDRE DU TRIBUNAL:

La partie demanderesse avise la partie défenderesse qu'elle a déposé au greffe de la Cour du Québec du district de Montréal, une requête introductive d'instance.

Une copie de cette requête, de l'avis à la partie défenderesse et des pièces ont été laissées à son intention au greffe du tribunal, au Palais de justice de Montréal, au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal.

Ladite requête introductive en instance sera présentée pour décision devant le tribunal le 22 octobre 2010 à 9h00 en la salle 2.16 du Palais de justice de Montréal et le tribunal pourra, procéder à l'audition de la cause et prononcer un jugement par défaut conforme aux conclusions contenues dans la requête introductive d'instance à moins que la partie défenderesse ne soit présente au tribunal à cette date.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

Montréal, le 13 septembre 2010
ANNIE OUELLETTE, GREFFIER
M^r Gratien Ross
Ross avocat inc.
88, boul. Labelle, bureau 102, Ste-Thérèse J7E 2X5
Téléphone : 450-433-6530
Télécopieur : 450-430-4330
PROUREUR DE LA PARTIE DEMANDERESSE

49% des Québécois ont des difficultés de lecture

Il n'est jamais trop tard pour apprendre.

Appelez-nous : 1 800 361-9142
fondationalphabetisation.org

Fondation pour l'alphabétisation
Des mots d'espoir

Avis de qualité

Ministère du Revenu

Successions non réclamées

1. Successions non réclamées

Nom	Domicile	Date du décès
LESSARD (RIVARD), Marie Laure	Les appartements Napoléon, 2940, rue des Chênes, appartement 105, Sherbrooke	2007-02-26
LÉTOURNEAU, René	14560, avenue des Oliviers, Saint-Hyacinthe	2007-04-23
LÉVELLÉ, Fernand	25, rue Thérèse, Sainte-Anne-des-Plaines	2006-10-16
LEVESQUE (RONDEAU), Claudette	1437-A, rue Shefford, Bromont	2007-02-03
LEVESQUE, Georges	4477, rue d'Amiens, appartement 354, Montréal-Nord	2006-12-01
LEVESQUE, Julien	264, avenue du Parc, appartement 234, Sherbrooke	2006-11-11
LÉVESQUE, Pauline	42, rue 287, Saint-Philippe-de-Néri	2007-12-26
LÉVESQUE, Ronald	180, côte Blais, Mont-Carmel	2007-06-26
LOISELLE, Réjean	11570, rue Notre-Dame Est, Montréal	2007-06-02
LOUBIER, Christiane	1299, rue Duchesne, appartement 8, Chicoutimi	2007-10-16
MAILLOUX, Rachelle	2685, rue Couture, Jonquières	2007-02-02
MAISONNEUVE, Diane	1038, 1 ^{er} Avenue, appartement 4, Montréal	2007-08-27
MALO, Denis	449, rue des Geais-Bleus, Ange-Gardien	2007-09-11
MALTAIS, Luc	3173, montée d'Argenteuil, Saint-Adolphe-d'Howard	2007-01-05
MALTAIS, Yohann	341, rue Jeanne-d'Arc, Alma	2007-07-30
MARCEL, Gérard	640, 12 ^e Avenue Nord, Sherbrooke	2007-05-28
MARCOUX, Léodard	191, 12 ^e Avenue Nord, appartement 5, Sherbrooke	2006-10-13
MARCOUX, Rosaire	66, boulevard René-Lévesque Est, Montréal	2006-10-19
MARQUIS, Louise	1350, rue de Séville, Sherbrooke	2007-07-02
MARQUIS, Napoléon	800, avenue du Sanatorium, Mont-Joli	2007-05-23
MARSOLAIS, Pauline	3500, rue Wellington, Verdun	2007-03-22
MARTEL, Michel	8245, rue Sainte-Claire, Montréal	2007-10-24
MARTUCCI, Jules	2290, rue Honoré-Beaugrand, Montréal	2007-05-28
MATTE BOURDAGE, Hugo	2108, rue Saint-Germain, Montréal	2006-12-02
MAURICE, Daniel Peter	53, rue Adam, appartement 7, Richmond	2006-09-20
MAYER, Michèle	Villa du Golf, 500, rue Saint-Georges, appartement 202, Saint-Lambert	2007-04-06
MC CALLA, Georges	5295, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, appartement 203, Montréal	2006-12-31
MC GRAW, Alyre	1635, rue Grenet, appartement 11, Saint-Laurent	2007-01-09
MC GUIRE, Donald	650, place d'Accueil, Lachine	2006-12-31
MC GEE, John-Frédéric	586, rue Sainte-Madeleine, Montréal	2007-01-22
MELKI, Joseph	83, chemin Davignon, Dollard-des-Ormeaux	2007-11-06
MÉNARD, Marc-André	6106, rue Houel, Saint-Léonard	2006-09-30
MICHAUD, Adéla	44, rue Dagenais, Sainte-Thérèse	2006-11-07
MICHAUD, Jocelyne	1064, rue Bellevue, Saint-Lambert-de-Lauzon	2006-12-01
MILLETTE, Laurent	22, chemin de la Côte-Saint-Louis Est, appartement B, Blainville	2007-07-03
MIVILLE, Ovide	32, rue Waddell, appartement B, Sainte-Thérèse	2007-05-04
MONGEAU, Claude	2102, route 133, Saint-Jean-sur-Richelieu	2007-02-29
MONTAGNE, Denis	162, rue de la Rivière, Bedford	2007-02-09
MORIN, Gaëtan	351, rue Pierre-D'Anjou, appartement 404, Rimouski	2007-01-20
MURPHY (SPONZA), Rosemary Rita	809, rue de Montreuil, Saint-Nicolas	2007-01-20
MURPHY, Emmett J.	Hôpital Sainte-Anne, 305, boulevard des Anciens-Combattants, Sainte-Anne-de-Bellevue	2006-08-28
NABHAN, Carole	3302, rue Charles-Best, Laval	2006-10-29
NADEAU, Gérard	203, 10 ^e Rang, Saint-Léonard-d'Aston	2007-01-23
NAHAS, John	4900, rue Louis-Frédette, appartement 6, Pierrefonds	2006-08-29
NAULT, Michel	3866, 50 ^e Avenue, Grand-Mère	2007-01-11
NCIEK, Sophia	2115, rue Pauline, LaSalle	2007-08-04
NOLASCO, Gino (Louis)	1240, rue Albert, Saint-Hubert	2007-06-25
NURSE, Eon Andrew	2020, boulevard de la Côte-Vertu, appartement 103, Saint-Laurent	2007-04-24
O'CONNOR, Isabelle	6465, avenue de Chester, Montréal	2007-01-12
OUALI, Amène	1184, boulevard Gouin Ouest, Montréal	2007-02-25
OUELLET, Paulette	279, rue Saint-Jean, Matane	2006-10-31
PAGETTE, Louise	2505, rue Bécancour, Lyster	2007-02-01
PAQUET, Jean	3335, rue Clemenceau, Québec	2007-03-30
PAQUETTE, Jean-Claude	93A, rue Saint-Louis, LeMoine	2006-10-07
PAQUETTE, Marie-Paule	3295, rue Monod, appartement 58, Laval	2007-01-12
PAQUIN, Lucien	3275, avenue de la Pépinière, appartement 4, Montréal	2006-11-16
PARADIS, Chantal	15, rue Félix-Hébert, Sherbrooke	2007-04-05
PARÉ, Germain	116, avenue des Chutes, Dolbeau-Mistassini	2007-08-12
PARENT, Marius	562, rue Victoria, La Baie	2007-06-07
PAYNE, Gilbert-Paul	17725, boulevard de Pierrefonds, Pierrefonds	2007-03-18
PELLERIN, Jeannine	435, rue Saint-Roch, Trois-Rivières	2007-06-03
PELLERIN, Raymond	333, rue Saint-Laurent, appartement 1, Trois-Rivières	2006-12-29
PELLETIER, Fernand	300, rue Vaudreuil, appartement 11, Saint-Jean-sur-Richelieu	2007-07-25
PERRON, Sylvain	1417, avenue Rawlinson, Mascouche	2006-12-12
PETERKIN, Maltin	9022A, rue Parent, LaSalle	2007-07-24
POIRIER, Jacques	9660, boulevard Gouin Est, Montréal	2007-01-17
POIRIER, Julien	Appartements Le Neuville Sud, 130, rue De La Barre, appartement 307, Longueuil	2007-06-16
POIRIER, Roland	789, rue de Belmont, Québec	2007-09-28
POISSON, Roger	3, rue Champagne, Salaberry-de-Valleyfield	2007-04-09
POULIN, Iris	Hôpital Christ-Roi, 900, boulevard Wilfrid-Hamel, Québec	2007-02-02
POULIOT, Angèle	265, 4 ^e Rang, Lambton	2007-04-25
PROULX, Guy	Habitations Jeanne-Mance, 250, rue Ontario Est, Montréal	2006-10-22
PROVOST, Jean-Paul	2123, rue Saint-Georges, Saint-Jérôme	2007-09-06
PROVOST, Pierre	100, rue Joseph-Crevier, Saint-Jean-sur-Richelieu	2007-08-23
RACICOT, André	967b, rue Principale, Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2007-03-11
RACINE, Yvette	850, rue De Beaujeu, appartement 35, Québec	2008-02-07
RAGOT, Étienne	475, rue Richard, Joliette	2006-11-28
RAICHE, Cyprien	207, rue Ménard, Longueuil	2007-02-15
RAITES, Hélène	1525, rue Principale Nord, L'Annonciation	2007-01-24
REID, Nancy	Appartements Plaza Tower, 4000, boulevard de Maisonneuve Ouest, appartement 2610, Westmount	2006-12-29
RENAUD, Lise	405, rue Cadillac, appartement 1, Longueuil	2007-04-05
RENAUT, Joël	2065, rue Sherbrooke Ouest, Montréal	2006-12-25
RENÉ, Gilles	4205, rue Frontenac, Sorel-Tracy	2007-01-06
RENNON, Suzanne	2761, rue Beauvais, Longueuil	2008-01-21
RICARD, André	11, rue des Bruants, Blainville	2007-06-24
RICHARD, Gilbert	1051, rue Saint-Denis, appartement 209, Montréal	2007-05-14
RICHER, Jean-Guy	48, rue Meunier, Gatineau	2007-06-19
RIGAUD, Jules	284, rang de Saint-Placide Sud, Baie-Saint-Paul	2006-10-11
ROBERTSON (ALLARDYCE), June	8585, terrasse Champlain, LaSalle	2006-09-10
ROBITAILLE, Gisèle	Les habitations Hochelaga, 575, rue Joliette, appartement 12, Montréal	2008-01-20
ROUSSIN, Fernande	18465, boulevard Gouin Ouest, Pierrefonds	2006-10-15
ROY, Émile	84, rue du Foyer, Saint-Raphaël	2006-12-26
ROY, Normand	221, rue Brunelle, Belœil	2007-01-29
ROY, Yvan	Résidence Dupuis, 1570, rue Saint-Timothée, Montréal	2006-09-03
RUEL, Fernand	214, rue Saint-Jacques Est, Princeville	2007-06-20
RUSSELL, David	1050, rue Gordon, Verdun	2007-03-03
SANDOR, Clara	Centre hospitalier gériatrique Maimonides, 5795, avenue Caldwell, Côte-Saint-Luc	2006-10-07
SANSOUCY, Béatrice	74, rang Chicago, Saint-Christophe-d'Arthabaska	2006-11-17
SARRAZIN, Paul-Émile	125, rue Augusta, Sorel-Tracy	2007-09-02
SAUVÉ, Francine	332, croissant Lelièvre, Pontiac	2007-05-28
SAUVÉ, Roger	Les Habitations Leman, 8420, rue Boyer, Montréal	2007-06-15
SAVARD, Daniel	586, rue Saint-Ignace, Québec	2007-04-09
SAVARD, Paul-Émile	505, boulevard Père-Lelièvre, appartement 3, Québec	2007-08-24
SÉGUIN, François	140, rue Centrale, LaSalle	2007-07-03
SENECHAL, Gérard	1099, rue Saint-Denis, appartement 10, Montréal	2006-11-13
SHANK, Thérèse	504, rue Richmond, Montréal	2006-10-23

SHEATS, Robert	6250, avenue Newman, Montréal	2006-10-20
SHEEHAN, Vivian	6360, avenue Papineau, Montréal	2007-07-02
SIMARD, Dominique	305, rue Saint-Vallier, Chicoutimi	2006-10-03
SIMONEAU, Victor	1445, rue des Orloles, Sainte-Catherine	2006-10-09
SITKERI, Vivienne (Margit)	50, avenue Hillside, Westmount	2007-12-05
SMITH, Alan	591, avenue Ash, Montréal	2007-11-11
SOKOLOWSKA, Marcelina	5655, rue Bélanger, Montréal	2006-09-12
ST-AMAND, Gilles	5015, boulevard Lavoisier, appartement A, Saint-Léonard	2007-01-04
STANISTREET KIRK, John	3508, rue Sainte-Famille, Montréal	2007-01-20
STAUFFENBURG, Michael	6493, rue Saint-Dominique, appartement 4, Montréal	2007-05-10
ST-GERMAIN (SAUVÉ), Marguerite	740, rue Lacasse, Montréal	2006-11-18
STIRLING, Ronald James	Le Chatel, 1625, boulevard de Maisonneuve Ouest, appartement 506, Montréal	2006-11-26
ST-LAURENT, Michel	1493, rue du Corail, Québec	2007-06-17
ST-MICHEL, Armand	2710, rue de Châteauguay, appartement 19, Montréal	2007-10-22
ST-ONGE, Marie-Paule	321, montée Sanche, appartement 23, Boisbriand	2007-02-17
ST-PIERRE, Richard	2910, avenue Sainte-Catherine, Saint-Hyacinthe	2007-01-14
ST-PIERRE, Richard	1555, boulevard Forest, appartement 1, Val-d'Or	2007-03-28
SZATMARY, Irène		2007-07-24
TALBOT, Paul-Émile	Résidence Auberge des Aînés, 2185 boulevard de l'Ange-Gardien Nord, L'Assomption	2006-12-21
TARDIF, Sylvain	83, boulevard Juras Est, appartement C, Victoriaville	2007-04-03
THÉRIAULT, Rosanne (Rose-Anne)	286, rue Principale, Saint-Antoine	2007-04-08
THERIAULT, Lucie	763, rue du Colombier, appartement 17, Montréal	2007-04-09
TERRIEN, Pierre	5520, avenue De Vaudreuil, Québec	2006-12-21
THIBAUT, Lucien	9727, avenue du Sacré-Cœur, Montréal	2007-05-19
THIBAUT, Patrice	1776, chemin Roméo-Lapierre, Saint-Lin-Laurentides	2007-03-31
THOMPSON, Frédéric	710, rue Egan, Verdun	2007-08-13
TOUPIN (HOULE), Aline	262, rue Bernadette, Sainte-Julie	2006-12-06
TRECARDIN, John	3738, rue Saint-Hubert, Montréal	2007-07-06
TREMBLAY, Jeannette	Centre Marie-Berthe Couture, 230, rue Davignon, Granby	2007-04-26
TREMBLAY, Marcel	434, rue Marconi, appartement A, Laval	2007-08-16
TREMBLAY, Vincent	12900, rue Notre-Dame Est, Montréal	2006-09-04
TRÉPANIÉ, Ghislain	6415, boulevard Saint-Jacques, appartement A, Québec	2007-06-01
TRUDEAU, Henriette	1192, rue Principale, Saint-Ferdinand	2006-12-26
TURCOTTE, André	11, rue Touzin, Dolbeau-Mistassini	2007-06-26
TURCOTTE, Donatien	26, rue des Oblats Ouest, Rouyn-Noranda	2006-09-30
VACHON, Alexandre	286, avenue Saint-Jacques, Saint-Raymond	2007-07-16
VACHON, Marc	888, avenue du Moulin, Saint-Joseph-de-Beauce	2007-10-06
VAILLANCOURT, Rénald	1212, rue Saint-Christophe, appartement 1, Montréal	2006-12-03
VAILLANCOURT, Robin	5560, rue Antonio-Dagenais, appartement 6, Saint-Léonard	2006-09-15
VAILLANCOURT, Jacques Alfred	Résidence Jean-de-la-Lande, 4255, avenue Papineau, Montréal	2007-12-18
VALCOURT, Adéodat	41, rue Rodrigue Sud, Amqui	2007-01-02
VALCOURT, Paul Henri	349, 54 ^e Rue Ouest, appartement 5, Québec	2007-11-02
VANSELOW, Ernst Juergen	110, rue De La Barre, appartement 601, Longueuil	2006-11-14
VERVILLE, Mariette	130, rue de Chantilly, appartement 111, Saint-Jean-sur-Richelieu	2006-08-17
VIAU, Marie-Jeanne	230, rue Principale, Saint-Ferdinand	2006-11-09
VILLENEUVE, Arthur Pierre	1034, route Principale, Val-des-Monts	2006-08-25
VOLCY, Christine	860, boulevard Saint-Jean-Baptiste, appartement 117, Montréal	2006-11-08
WERTHEIMER, Eugène	Appartements Le Parc, 3450B, rue Drummond, appartement 1511, Montréal	2006-11-25
WHISELL, Andréa	175, rue Durand, Saint-Jérôme	2007-02-21
WOO, Park-Hall	1990, avenue Bardy, Québec	2008-08-01
YERGEAU, André	99, rue Cormier, appartement 1, Val-d'Or	2007-02-06
YOUNG, Paul	CHSLD Centre-Ville de Montréal, 66, boulevard René-Lévesque Est, Montréal	2006-08-16
ZLOKAPA, Morris	12, rue Monseigneur-Tessier Ouest, Rouyn-Noranda	2007-05-07

2. Biens situés au Québec dont les propriétaires ou leurs héritiers sont inconnus ou introuvables ou auxquels ils ont renoncé

Nom	Nature du bien
BÉGIN, Réjean	LOT : 1756041 Cadastre du Québec
BOULANGER, Hervé	LOT : 1 279 953 Cadastre du Québec

3. Biens délaissés par les personnes morales dissoutes

9120-8538 Québec inc.	La Fabrique de la paroisse de Sainte-Bernadette-Soubirous
-----------------------	---

4. Avis de clôture d'inventaire

Conformément à l'article 795 du Code civil du Québec, prenez avis que le ministre du Revenu du Québec, agissant aux termes de l'article 698 du Code civil du Québec, a procédé à la clôture d'inventaire pour les successions suivantes :

Nom	Domicile	Date du décès	Reliquat
MARINEAU, Gérard	5910, 21 ^e Avenue, appartement 8, Montréal	2005-04-12	18 411,83 \$
MÉNARD, André	1527, rue Nielsen, appartement 6, Saint-Hubert	2007-07-31	3 260,55 \$
MICHAUD, Roger	7650, rue Lespinois, chambre 1625, Montréal	2008-01-22	1 279,36 \$
ST-ONGE, Pierre	612, rue Boisvert, appartement 405, Saint-Jean-sur-Richelieu	2006-02-20	

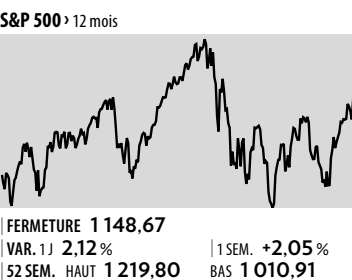
5. Avis de fin de liquidation

Conformément à l'article 700 du Code civil du Québec, le ministre du Revenu du Québec donne avis qu'il a terminé la liquidation des successions mentionnées ci-dessous. Tout héritier ou ayant droit peut faire valoir ses droits auprès du ministre dans les dix ans suivant la date où son

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

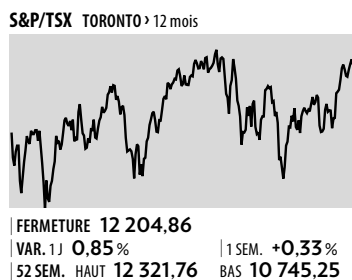
ÉTATS-UNIS



DANS LE MONDE

	FERMETURE	VAR. 1J
	(pts)	(%)
Brazil Bovespa (Brésil)	68 196,48	-597,84 -0,87
CAC 40 (France)	3 782,48	71,87 1,94
DAX (Allemagne)	6 298,30	113,59 1,84
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 539,03	23,60 0,94
FTSE 100 (Angleterre)	5 598,48	51,40 0,93
Hang Seng (Hong Kong)	22 119,43	71,72 0,33
Mexico Bolsa (Mexique)	33 280,75	189,62 0,57
FTSE MIB (Italie)	20 607,72	344,92 1,70
NIKKEI 225 (Japon)	9 471,67	-94,65 -0,99
S&P/ASX 200 (Australie)	4 601,90	-31,70 -0,68
Shanghai (Chine)	2 591,55	2,84 0,11
Swiss Market (Suisse)	6 360,77	57,57 0,91

CANADA



PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
HORIZONS BETA/A (HNU)	21 584 000	4,00	-6,32
KINROSS GOLD (K)	12 130 182	19,43	-1,12
ISHARES S&P/TSX (XIU)	7 706 025	17,82	0,96
MANULIFE FINAN. (MFC)	5 726 692	13,15	3,06
WESTERN COAL (WTFN)	5 196 840	5,43	4,83
QUADRA FNX (QUX)	4 887 089	14,80	7,56
SUNCOR ENERGY (SU)	4 736 339	32,19	-0,16
LUNDIN MINING (LUM)	4 405 115	4,74	4,64
GABRIEL RES. (GBU)	4 394 095	6,14	-2,07
YAMANA GOLD (YRI)	4 337 709	11,40	-0,35
BOMBARDIER/B (BBD.B)	4 292 185	4,90	0,82
HORIZONS BETAPRO (HOU)	3 667 670	5,90	4,06
OSISKO MINING (OSK)	3 589 579	13,73	2,01
CANADIAN NAT.RES (CNO)	3 463 023	33,90	2,39
CONS. THOMPSON (CLM)	3 426 655	8,87	1,14
TECK RES./B (TCK.B)	3 412 860	40,35	3,20

TITRES GAGNANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
TALISON LITH. (TLH)	247 218	3,79	14,85
QUADRA MINING (QUX.W)	103 138	4,15	13,08
PLATINUM GR. (PTM)	841 053	2,24	9,80
NORSEMONT MINING (NOM)	452 450	2,14	9,74
GLOBAL DIV INV.G. (DG.U)	10 714	4,10	9,33

EN \$	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
FIRST QUANTUM (FM)	536 220	74,07	4,07
AGRIUM (AGU)	1 603 282	79,17	3,61
DOMTAR (UFS)	41 964	65,65	2,33
INMET MINING (IMN)	242 156	59,10	1,89
FORTRESS PAPER (FTP)	82 176	39,00	1,65

TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
ONCOLYTIC BIOTECH (ONC)	458 400	4,49	-7,99
FAIRCOURT GOLD (FGX.WB)	7 300	2,00	-6,98
ALMADEN MINERALS (AMM)	154 100	2,63	-6,74
IPATH S&P 500 (VXX)	201 079	17,05	-6,42
HORIZONS BETA/A (HNU)	21 584 000	4,00	-6,32

EN \$	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
NEWMONT MINING (NMC)	7 089	65,43	-1,34
IPATH S&P 500 (VXX)	201 079	17,05	-1,17
POTASH CORP (POT)	955 131	149,39	-1,11
DETOUR GOLD (DGC)	466 714	29,94	-1,10
MACDONALD DETT. (MDA)	44 685	43,92	-0,96

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois



PLUS ACTIFS	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
GRAN COLOMBIA (GCM)	14 758 213	0,32	1,61
TAGISH LAKE GOLD (TLG)	14 101 765	0,11	-8,33
AUGEN GOLD (GLD)	6 696 264	0,23	28,57
PRIMA COLOMBIA (PCT)	5 516 258	0,30	-13,24
DIAMOND FRANK (DOD)	4 445 393	0,33	25,00
NORTHERN TIGER (NTR)	4 193 437	0,83	22,06
NORTHERN GOLD (NGM)	4 074 256	0,42	2,44
ENCORE RENAISS. (EZ)	3 517 610	0,09	-5,26
LARGO RESOURCES (LGO)	3 236 283	0,25	6,52
TRIBUTE MINE. (TBM)	3 055 026	0,07	-27,78

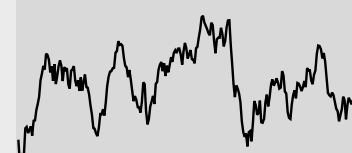
FONDS INDICIELS

	FERM.	1J (\$)	1J (%)	TAN (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	19,34	0,18	0,94	7,92
S&P/TSX 60 (XIU)	17,82	0,17	0,96	4,39
S&P/TSX fin. (XFN)	22,04	0,27	1,24	-1,12
S&P/TSX éner. (XEG)	17,25	0,19	1,11	-3,63
S&P/TSX or (XGO)	24,92	-0,24	-0,95	21,21
Oblig. c. terme (XSB)	29,24	-0,03	-0,10	-0,71
Oblig. l. terme (XBB)	30,22	-0,04	-0,13	1,41
S&P 500 (XSP)	13,19	0,27	2,09	8,20

CONSULTEZ les cotes
sur lapiresseaffaires.com

PÉTROLE

West Texas Intermediate, contrat à terme



Variation 1 JOUR	+1,31 \$US
------------------	-------------------

Variation 1 SEM.	+3,84 %
------------------	----------------

Variation 1 AN	+16,09 %
----------------	-----------------

FONDS INDICIELS

	FERM.	1J (\$)	1J (%)	TAN (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	19,34	0,18	0,94	7,92
S&P/TSX 60 (XIU)	17,82	0,17	0,96	4,39
S&P/TSX fin. (XFN)	22,04	0,27	1,24	-1,12
S&P/TSX éner. (XEG)	17,25	0,19	1,11	-3,63
S&P/TSX or (XGO)	24,92	-0,24	-0,95	21,21
Oblig. c. terme (XSB)	29,24	-0,03	-0,10	-0,71
Oblig. l. terme (XBB)	30,22	-0,04	-0,13	1,41
S&P 500 (XSP)	13,19	0,27	2,09	8,20

CANADA LPA 100 (HEBDOMADAIRE)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERM. (\$)	VARIATION 1J (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE SEM. (%)	52 SEM. HAUT	BAS	DIV. ANN.
TECHNOLOGIES 201,38 pts 1,62 3,61							
Open Text (OTC)	48,14	0,21	0,44	532	5,11	51,92	37,32 0,00
▲ Research in Motion (RIM)	50,11	1,15	2,35	21 319	4,88	93,76	44,94 0,00
CGI (GIB.A)	14,53	-0,02	-0,14	8 241	-0,55	16,80	12,07 0,00
Exfo (EXF)	5,50	-0,04	-0,72	478	-4,84	6,85	3,49 0,00
CONSOMMATION COURANTE 1 597,03 pts 0,71 1,54							
Shoppers Drug Mart (SC)	38,92	-0,11	-0,28	4 740	4,04	46,35	32,57 0,90
▲ Molson (TPX.B)	48,00	1,00	2,13	6	3,90	53,50	41,25 1,14
▲ Couche-Tard (ATD.B)	23,56	0,31	1,33	2 772	3,83	24,11	17,25 0,16
Jean Coutu (PJC.A)	8,68	0,02	0,23	669	2,12	10,24	7,88 0,22
▲ Saputo (SAP)	35,24	0,58	1,67	4 169	0,97	35,70	24,20 0,64
Lassonde (LAS.A)	56,54	0,00	0,00	1	0,96	58,75	40,80 1,16
Metro (MRU.A)	45,15	-0,32	-0,70	2 620	-0,27	47,01	33,02 0,68
Loblaws (L)	41,05	0,38	0,93	3 489	-1,49	44,98	29,72 0,84
Weston (George) (WN)	78,00	0,55	0,71	1 314	-1,87	84,94	54,10 1,44
TÉLÉCOMS 852,66 pts 0,62 1,46							
▲ Telus (T)	44,77	0,56	1,27	6 448	2,26	44,93	31,56 2,00
Rogers (RCI.B)	39,12	0,35	0,90	13 961	1,72	39,22	27,40 1,28
BCE (BCE)	33,77	0,05	0,15	16 653	0,93	34,00	25,07 1,83
MATÉRIAUX 3 574,36 pts 0,10 1,17							
▲ Tembec (TMB)	2,01	0,07	3,61	1 435	11,67	3,09	0,75 0,00
▲ Teck Cominco (TCK.B)	40,35	1,25	3,20	34 129	2,62	46,92	27,05 0,40
Goldcorp (G)	44,93	-0,35	-0,77	27 415	2,07	48,37	35,12 0,18
▲ Canam (CAM)	7,44	0,17	2,34	59	1,09	9,81	6,61 0,16
▲ Osisko (OSK)	13,73	0,27	2,01	35 896	0,73	15,00	6,90 0,00
▼ Barrick (ABX)	47,45	-0,78	-1,62	33 000	-0,15	50,65	36,01 0,49
Potash (POT)	149,39	-1,11	-0,74	9 530	-1,45	160,65	88,68 0,40
▲ Semafo (SMF)	9,17	0,10	1,10	21 748	-1,93	9,88	2,49 0,00
Cascades (CAS)	6,47	0,01	0,15	1 923	-2,71	9,80	5,86 0,16
INDUSTRIELLES 1 234,25 pts 1,25 0,68							
▼ Transat (TRZ.B)	15,52	-0,23	-1,46	943	5,65	24,90	9,75 0,00
ACE Aviation (ACE.A)	10,94	-0,05	-0,45	346	5,09	11,00	4,45 0,00
▲ Jazz Air (JAZ.U)	4,49	0,08	1,81	2 873	4,42	5,24	3,54 0,60
Transcontinental (TCL.A)	13,67	0,02	0,15	1 479	2,63	15,25	10,99 0,36
CAE (CAE)	10,58	-0,05	-0,47	3 299	2,52	11,03	8,34 0,16
Quinc. Richelieu (RCH)	26,31	0,21	0,80	17	1,19	27,04	19,27 0,36
▲ Garda (GW)	8,49	0,11	1,31	392	1,07	11,90	6,62 0,00
▲ SNC-Lavalin (SNL)	50,48	1,17	2,37	3 240	0,56	54,89	41,59 0,68
▲ Canadien Pacifique (CP)	64,06	1,16	1,84	5 998	0,55	65,82	45,41 1,08
Bombardier (BBD.B)	4,90	0,04	0,82	42 751	0,41	6,24	4,16 0,10
Genivar (GNV.U)	28,00	0,13	0,47	62	0,36	29,26	24,56 1,50
▲ Canadien National (CNR)	66,22	1,23	1,89	9 769	-0,05	67,88	50,75 1,08
▼ Velan (VLN)	14,15	-0,20	-1,39	0	-0,63	16,98	11,70 0,32
Laperr. & Verreault (GLV.A)	7,50	-0,05	-0,66	20	-0,66	10,35	7,19 0,00
Transforce (TFI)	9,82	-0,03	-0,30	454	-1,11	11,12	6,80 0,40
▼ Stella-Jones (SJ)	27,41	-0,39	-1,40	15	-2,07	29,90	20,89 0,40
SERVICES PUBLICS 1 798,34 pts 1,91 0,62							
Gaz Métro (GZM.U)	16,89	0,06	0,36	439	0,90	17,17	15,25 1,24
Canadian Utilities (CU)	48,10	0,24	0,50	650	0,63	49,65	36,75 1,51
▲ Fortis (FTS)	31,03	0,85	2,82	3 760	0,19	31,44	21,60 1,12
▲ TransAlta (TA)	21,64	0,44	2,08	5 160	-0,46	24,00	19,55 1,16
Boralex (BLX)	8,05	0,07	0,88	158	-0,86	10,98	7,28 0,00
▼ Inmargex (INE)	9,21	-0,13	-1,39	586	-7,34	9,94	4,60 0,58
CONSOMMATION AUTRE 1 020,09 pts 0,56 0,32							
▲ BMTC (GBT.B)	23,50	0,45	1,95	130	2,17	23,50	10,39 0,24
Cogeco Câble (CCA)	35,71	0,16	0,45	229	2,17	43,98	20,50 0,56
▲ Shaw (SJR.B)	22,45	0,27	1,22	7 750	2,05	22,84	18,37 0,88
Magna (MG)	81,20	0,27	0,33	4 425	1,56	89,94	42,03 1,23
Dorel (DII.B)	33,60	0,00	0,00	62	1,48	39,35	28,20 0,60
TVA (TVA.B)	12,40	-0,10	-0,80	6	1,14	15,70	11,26 0,20
▲ Thomson Reuters (TRI)	39,15	0,59	1,53	7 701	0,62	40,33	32,75 1,17
Canadian Tire-A (CTC.A)	57,20	0,05	0,09	2 051	0,53	59,63	50,86 0,84
▼ Rona (RON)	12,75	-0,13	-1,01	3 830	0,76	17,73	12,65 0,00
Le Château (CTU.A)	13,40	0,00	0,00	232	0,15	15,00	10,75 0,70
▼ Reitmans (RET.A)	18,56	-0,36	-1,90	576	-0,48	20,00	15,35 0,80
Pages Jaunes (YLO.U)	5,49	0,00	0,00	19 831	-0,54	6,98	5,06 0,80
▼ Uni-Select (UNS)	26,54	-0,30	-1,12	115	-1,67	31,21	25,10 0,47
Astral Media (ACM.A)	38,27	-0,20	-0,52	1 540	-2,05	39,78	30,99 0,50
Quebecor (QBR.B)	33,52	-0,26	-0,77	352	-3,95	37,90	21,6

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

DENRÉES

	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Blé (\$US/boisseau)	7,20	3,26	52,22
Cacao (\$US/livre)	1,27	0,50	-8,87
Café (\$US/livre)	1,81	-0,58	39,68
Mais (\$US/boisseau)	5,22	4,51	55,05
Soya (\$US/boisseau)	11,26	2,97	22,46
Sucre (\$US/livre)	0,25	3,00	18,66

ÉNERGIE

	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Essence (\$US/gallon)	1,95	1,68	19,13
Gaz naturel (\$US/gigajoule)	4,10	-3,11	-1,54
Mazout (\$US/gallon)	2,13	0,80	26,77

Source : New York Mercantile Exchange (NYMEX)

MÉTAUX

	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 J	1 AN
Aluminium (\$US/livre)	1,03	1,72	23,78
Argent (\$US/once)	21,44	1,16	31,75
Cuivre (\$US/livre)	3,59	0,44	29,91
Étain (\$US/livre)	10,77	0,44	56,77
Nickel (\$US/livre)	10,39	1,01	29,75
Palladium (\$US/once)	558,50	0,66	87,70
Platine (\$US/once)	1 645,00	-0,05	25,72
Plomb (\$US/livre)	1,02	1,74	2,55
Zinc (\$US/livre)	1,01	1,41	18,39

Source : London Metal Exchange

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA				
Canada	9,00	01-03-11	103,40	0,97 -0,02
Canada	6,00	01-06-11	103,18	1,24 -0,03
Canada	10,25	15-03-14	128,28	1,78 -0,21
Canada	9,75	01-06-21	162,56	2,89 -0,31
Canada	8,00	01-06-23	150,50	3,13 -0,30
Canada	8,00	01-06-27	159,27	3,33 -0,28
Canada	5,75	01-06-29	132,27	3,40 -0,25

LES PROVINCES

Hydro Québec	11,00	15-08-20	159,49	3,74 -0,22
Manitoba	7,75	22-12-25	141,62	4,05 -0,29
New Brunswick	6,00	27-12-17	118,03	3,19 -0,28
Newfoundland	6,15	17-04-28	123,52	4,23 -0,14
Nova Scotia	6,60	01-06-27	128,04	4,23 -0,14
Ontario	6,25	25-08-28	124,21	4,29 -0,72
Ontario Hydro	7,45	31-03-13	115,74	1,05 -0,08
Ontario Hydro	8,50	26-05-25	147,84	4,11 -0,14
Ontario Hydro	8,25	22-06-26	146,16	4,20 -0,30
P E I	8,50	27-10-15	127,79	2,61 -0,23
Québec	6,00	01-10-29	121,48	4,33 -0,12

LES CORPORATIONS

Bell Canada	7,00	24-09-27	112,43	5,83 -0,14
Bombardier	7,35	22-12-26	99,75	7,37 0,00
Cons Gas	6,10	19-05-28	115,74	4,76 -0,21
Gtaa	6,45	03-12-27	117,08	4,96 -0,15
Investors Gr	6,65	13-12-27	108,38	5,86 -0,13
Wtcoast Éne	6,75	15-12-27	119,11	5,07 -0,15

TAUX D'INTÉRÊT

	FERMETURE	RENDEMENT	
		SEM.	ANNÉE
CANADA			
Taux d'escompte	1,25	0,00	0,75
Taux préférentiel	3,00	0,00	0,75
Fonds à un jour	1,00	0,00	0,75
Bons du Trésor (3 mois)	0,90	-0,01	0,66
Obligations (2 ans)	1,47	-0,01	0,19
Obligations (10 ans)	2,87	-0,07	-0,54

ÉTATS-UNIS

Taux d'escompte	0,75	0,00	0,25
Taux préférentiel	3,25	0,00	0,00
Fed funds	0,25	0,00	0,00
Bons du trésor (3 mois)	0,14	-0,01	0,05
Obligations (2 ans)	0,44	-0,02	-0,50
Obligations (10 ans)	2,60	-0,13	-0,78

OR

New York

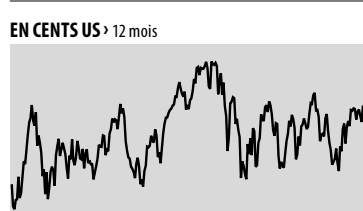
1 296,30 \$US

Variation 1 JOUR **+1,70 \$US**

Variation 1 SEM. **+1,60 %**

Variation 1 AN **+29,94 %**

DOLLAR CANADIEN

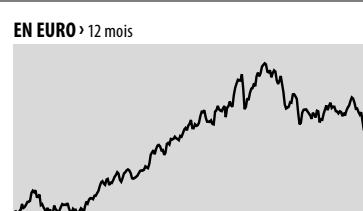


97,50 ¢US

VARIATION **+0,79 ¢**

SOMME REQUISE POUR ACHETER

Un dollar US **102,56 ¢**



0,7234 €

VARIATION **-0,0027 €**

SOMME REQUISE POUR ACHETER

Un euro **1,3823 \$**

LES DEVICES DANS LE MONDE

Afrique du Sud	1 \$ vaut	6,85 rands	Japon	1 \$ vaut	82,24 yens
Australie	1 \$ vaut	1,02 dollar	Liban	1 \$ vaut	1 539,94 livres
Bésil	1 \$ vaut	1,67 real	Mexique	1 \$ vaut	12,24 pesos
Chine	1 \$ vaut	6,53 renminbis	Norvège	1 \$ vaut	5,74 couronnes
Grande-Bretagne	1 \$ vaut	0,62 livre	Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut	1,33 dollar
Hong-Kong	1 \$ vaut	7,57 dollars	Russie	1 \$ vaut	29,97 roubles
Inde	1 \$ vaut	44,25 roupies	Suède	1 \$ vaut	6,64 couronnes
Israël	1 \$ vaut	3,58 n.shekels	Suisse	1 \$ vaut	0,96 franc

Wall Street au plus haut depuis plus de quatre mois

LA PRESSE CANADIENNE ET AGENCE FRANCE-PRESSE

REVUE BOURSIÈRE

NEW YORK — La Bourse de New York a fini à son plus haut niveau depuis mai hier, confortée par un nouvel indicateur suggérant que l'économie américaine reste sur la voie de la croissance: le Dow Jones a gagné 1,86 % et le NASDAQ 2,33 %.

Selon les chiffres définitifs de clôture, le Dow Jones Industrial Average est monté de 197,84 points, à 10 860,26 points, et le NASDAQ, à dominante technologique, de 54,14 points, à 2.381,22 points.

L'indice élargi Standard & Poor's 500 a avancé de son côté de 2,12 % (23,84 points), à 1148,67 points.

Le Dow Jones n'avait plus fini à ce niveau depuis le 12 mai dernier. Les 30 valeurs le composant ont fini dans le vert.

Après deux séances de baisse, le rebond des indices de Wall Street «semble avoir été déclenché par les chiffres des commandes de biens durables aux États-Unis», a observé Andrew Fitzpatrick, responsable des investissements chez Hinsdale Associates.

«Le marché avait évolué sans réelle tendance, avec une tonalité un peu négative plus tôt dans la semaine. Il s'est rapidement retourné aujourd'hui (vendredi)», a-t-il ajouté. «C'est un

signe que l'économie continue d'aller de l'avant.»

Les commandes de biens durables ont reculé un peu moins que prévu en août aux États-Unis (-1,3 %). Hors transports, l'indicateur est en hausse de 2 %, sa plus forte hausse depuis mars et bien meilleure que prévu.

Du côté de l'immobilier, les ventes de maisons neuves sont restées stables en août, comme attendu, et proches de leur plus bas niveau en près de 50 ans.

Autre indicateur positif, en Allemagne: l'indice Ifo du climat des affaires a grimpé, à l'encontre des attentes.

Les investisseurs ont également apprécié la progression plus marquée qu'anticipé des

benefices trimestriels du fabricant d'articles de sport Nike.

Le marché obligataire a baissé. Le rendement du bon du Trésor à 10 ans a progressé à 2,612 %, comparativement à 2,555 % jeudi soir, et celui du bon à 30 ans à 3,793 %, comparativement à 3,733 % la veille.

À Toronto, la Bourse a aussi terminé la séance d'hier sur une bonne note, pour les mêmes raisons, soit la publication de meilleures données que prévu au sujet des commandes de biens durables aux États-Unis, ce qui a amélioré les perspectives pour la demande pour le pétrole et les métaux.

L'indice de référence du parquet torontois, le S&P/TSX, a gagné 103,07 points pour clôturer la séance avec 12 204,86

points, tandis qu'un recul du dollar américain a permis au huard de s'apprécier de 0,79 cent US, à 97,5 cents US.

Le cours du pétrole brut a progressé de 1,31 \$US, à 76,49 \$US le baril, à la Bourse des matières premières de New York.

Les titres aurifères ont cédé du terrain, en dépit d'une hausse du cours du lingot d'or, qui a gagné 1,80 \$US pour clôturer à un nouveau record historique de 1298,10 \$US l'once.

À Wall Street, la moyenne Dow Jones des valeurs industrielles a gagné 197,84 points, à 10 860,26 points, tandis que l'indice composé du NASDAQ a pris 54,14 points, à 2381,22 points, et que l'indice élargi S&P 500 a avancé de 23,84 points, à 1148,67 points.

La plus grande émission d'actions de Petrobras

ANELLA RETA AGENCE FRANCE-PRESSE

SÃO PAULO — La société pétrolière brésilienne Petrobras a lancé hier une importante émission d'actions pouvant atteindre 70 milliards US, ce qui en ferait la plus importante jamais réalisée au monde.

Cette augmentation de capital, qui devrait permettre au Brésil de rejoindre le peloton de tête des pays producteurs de brut, fait de Petrobras une des toutes premières sociétés pétrolières au monde, derrière l'américain ExxonMobil et le chinois Petrochina.

L'opération vise à financer la difficile et coûteuse exploitation des nouveaux gisements de pétrole découverts récemment en eaux très profondes sous une épaisse couche de sel dans l'océan Atlantique.

Les nouveaux titres ont commencé à être négociés hier à Wall Street et devaient l'être seulement lundi à São Paulo.

À New York, l'introduction des actions a été un succès, les actions s'échangeant à 16,07 \$US, en hausse de 2,55 % en début de séance.

C'est le président Lula qui a symboliquement sonné la cloche à la Bourse de São Paulo,



PHOTO BRUNO DOMINGOS. ARCHIVES REUTERS

L'émission de Petrobras vise à financer la difficile et coûteuse exploitation des nouveaux gisements de pétrole découverts récemment en eaux très profondes sous une épaisse couche de sel dans l'océan Atlantique. Sur la photo, une plateforme pétrolière de la société devant Rio de Janeiro.

sous une pluie de confettis, marquant l'importance donnée par le Brésil à cette opération géante au moment où son économie est en plein boom.

«Jamais dans l'histoire, une augmentation de capital de cette envergure, comme celle

que nous venons de faire, n'a eu lieu», s'est félicité Lula, visiblement euphorique.

Lula et les dirigeants de Petrobras avaient revêtu la combinaison orange et le casque blanc des ouvriers de la société.

L'émission des nouveaux titres de Petrobras est la plus grande jamais réalisée avec celle du japonais Nippon Telephone and Telegraph Corp. qui avait levé en 1987 au total 36,8 milliards US, soit aujourd'hui l'équivalent de

68,6 milliards US. Petrobras avait indiqué dans la nuit de jeudi avoir offert 2,29 milliards de nouvelles actions ordinaires à un prix de 29,65 reais et 1,78 milliard de titres préférentiels à 26,3 reais.

Cela équivaut à 115 milliards de reais, soit 66,89 milliards US au cours du jour.

«Si la demande est forte, on pourrait augmenter l'offre d'actions à quelque 70 milliards US», a souligné Guido Mantega, au cours d'une conférence de presse à la Bourse de São Paulo.

Il a précisé que la participation de l'État au capital de Petrobras passait de près de 39,8 % à 48 %. L'État avait déjà le contrôle du groupe pétrolier car ses droits de vote s'élevaient à 57,4 %.

Les capitaux recueillis doivent permettre à Petrobras de financer son ambitieux plan d'investissements de 224 milliards US d'ici à 2014 pour exploiter les gigantesques gisements de pétrole (dits *pre-sal*) découverts en haute mer jusqu'à 7000 mètres de profondeur, sous une épaisse couche de sel.

Le Brésil est le 12^e producteur mondial de brut, selon l'Agence américaine d'information sur l'énergie.

L'or et l'argent collectionnent les records

JULIEN GIRAULT AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES — L'or a franchi hier pour la première fois le seuil des 1300 \$US l'once, tandis que l'argent s'envolait à des niveaux sans précédent depuis 30 ans, tous deux profitant d'une forte demande des investisseurs spéculatifs stimulée par un affaiblissement du dollar.

Le métal jaune, qui depuis quelques jours bat record sur record, a longuement tutoyé la barre symbolique des 1300 \$US avant finalement de la franchir vers 13h20 (heure de Greenwich).

Son nouveau record mettait le lingot d'or (400 onces) commercialisé à Londres au prix de 520 000 \$US environ.

De son côté, l'once d'argent a renoué avec des niveaux

jamais vus depuis septembre 1980 en grimpant au-delà de 21,40 \$US.

Les deux métaux précieux ont profité d'un nouvel accès de faiblesse de la monnaie américaine, propre à rendre plus attrayants les achats d'or

Confrontés à la volatilité des places boursières et des devises, comme aux incertitudes sur la valeur des obligations d'État, les investisseurs spéculatifs cherchent à diversifier leurs actifs appréciant l'argent et l'or.

et d'argent, libellés en dollars, pour les investisseurs munis d'autres devises.

«La tendance de fond, qui encourage la hausse des prix, reste soutenue par le haut niveau d'incertitude concernant les économies

américaine et européenne», a précisé Filip Petersson, analyste de la banque suédoise SEB.

Pour lui, la perspective d'un assouplissement de la politique monétaire américaine, qui consisterait en des injections

de liquidités susceptibles de faire encore un peu plus baisser le dollar, incite les investisseurs à se reporter sur les métaux précieux.

«Le regain d'intérêt pour l'or est alimenté par la crainte que les banques centrales

fassent fonctionner la planche à billets et par les inquiétudes générées par la crise des dettes publiques en Europe», confirmait Michael Hewson, de CMC Markets, selon qui l'or pourrait atteindre les 1500 \$US avant la fin de l'année.

Confrontés à la volatilité des places boursières et des devises, comme aux incertitudes sur la valeur des obligations d'État, les investisseurs spéculatifs cherchent à diversifier leurs actifs appréciant l'argent et l'or, dont la valeur intrinsèque est unanimement reconnue.

Une recrudescence des achats d'or par les banques centrales, notamment en Asie, contribue également à stimuler le marché.

Selon le cabinet spécialisé GFMS, les banques centrales

vont globalement redevenir cette année, pour la première fois depuis 20 ans, un acheteur net au plan mondial, les achats d'or dépassant de 15 tonnes les cessions.

De son côté, l'argent profite de son statut de métal précieux, mais aussi de son utilisation dans l'industrie, notamment après des bons indicateurs manufacturiers en Chine dont les importations d'argent devraient continuer de soutenir la demande mondiale.

«Le parent pauvre de l'or rattrape son retard. Il constitue une solution de rechange bien moins onéreuse que le métal jaune, et bénéficie d'une demande robuste de la part de investisseurs spéculatifs», a relevé Andrey Kryuchenkov, de la société de services financiers VTB Capital.

COMPTABLE

Environnement hautement motivant,
offrant d'excellentes possibilités
d'avancement de carrière.

Le candidat idéal aura :

- 5 ans d'expérience pertinente
- Aptitudes de leadership et aisance à travailler en équipe
- Diplôme d'études postsecondaires en administration des affaires
- Accréditations en comptabilité

Envoyez C.V. par courriel à :
[redacted]@belanger.ca

AL & BÉLANGER

Classe de yoga
pour employés: 12h

→ vendredi:
lunch-collation

Calendrier
d'anniversaires
page 3

Voyez au-delà des affichages de poste.

La plupart des affichages de poste ne permettent pas de connaître le caractère unique d'une entreprise. C'est pourquoi Workopolis vous donne désormais accès à ces qualités qui distinguent chaque employeur. Que vous recherchiez une situation géographique idéale, des possibilités de carrière exceptionnelles ou même des classes de yoga sur l'heure du dîner, vous saurez trouver tout cela avec Workopolis. Visitez Workopolis aujourd'hui et trouvez l'endroit qui vous mettra en lumière.

Visitez workopolis.com


WORKOPOLIS
Mettez-vous en lumière